

BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS

Première analyse locale du paysage
médiatique en Afrique

COTE D'IVOIRE 2012

French/English



AFRICAN
MEDIA
BAROMETER

FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG



BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS

Première analyse locale du paysage
médiatique en Afrique



COTE D'IVOIRE 2012

Version Française

Publié par/ Published by:

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)
fesmedia Africa
Windhoek, Namibia
Tel: +264 (0)61 237438
E-mail: info@fesmedia.org
www.fesmedia.org
Director: Mareike Le Pelley

© Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

ISBN

No. x

Toute vente ou utilisation à des fins commerciales des médias publiés par Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sauf autorisation écrite de FES.

The sale or commercial use of all media published by the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) is prohibited without the written consent of the FES.

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce volume ne reflètent pas nécessairement les opinions de Friedrich-Ebert-Stiftung ou Fesmedia Afrique. Fesmedia Afrique ne se porte pas responsable de l'exactitude des données présentées dans ce document.

The findings, interpretations and conclusions expressed in this volume do not necessarily reflect the views of the Friedrich-Ebert-Stiftung or fesmedia Africa. fesmedia Africa does not guarantee the accuracy of the data included in this work.

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ	02
--------	----

SECTEUR 1	11
-----------	----

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

SECTEUR 2	23
-----------	----

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.

SECTEUR 3	35
-----------	----

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.

SECTEUR 4	47
-----------	----

Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

LA VOIE À SUIVRE	57
------------------	----

ENGLISH	61
---------	----

English Version

African Media Barometer Cote d'Ivoire 2012

Le Baromètre des Médias Africains

Le Baromètre des Médias Africains (African Media Barometer, AMB) est une description en profondeur et une évaluation compréhensive de l'environnement médiatiques sur le continent africain. À la différence d'autres enquêtes de presse ou des médias, l'AMB est un exercice d'auto-évaluation effectué par des Africains et selon des critères et déclarations africains comme la « Déclaration des principes de la liberté d'expression en Afrique » (2002) de la « Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP)¹ ». En collaboration avec l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (Media Institute for Southern Africa, MISA), le projet 'médias' de la Friedrich-Ebert-Stiftung en Afrique (fesmedia Africa) a créé le Baromètre des Médias Africains (AMB) en 2004.

Le Baromètre des Médias Africains (AMB) est une analyse qui permet d'évaluer l'environnement médiatique d'un pays tout servant d'instrument de lobbying pour les réformes dans le secteur des médias.

Ses résultats sont communiqués au public du pays concerné pour viser l'amélioration de la situation des médias en prenant la Déclaration de l'Union Africaine et d'autres normes africaines comme indices de référence.

Les recommandations des rapports AMB sont aussi transmises aux 19 bureaux des pays de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en Afrique et à d'autres organisations locales comme l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (Media Institute for Southern Africa, MISA).

Méthodologie et système de notation

Tous les deux à trois ans, une commission de 10 à 12 experts se réunit pour évaluer la situation des médias dans leur pays respectif. Le panel est composé à part égale des représentants des médias et de la société civile au sens large.

Pendant un jour et demi, ils discutent l'environnement médiatique de leur pays à l'aide de 45 indicateurs prédéterminés. La réunion est présidée par un consultant indépendant, qui est aussi responsable de la rédaction du rapport AMB.

Après le débat d'un indicateur, les membres du panel attribuent leur note individuelle pour cet indicateur par vote anonyme et en accord avec les critères suivants :

1 La CADHP est l'organe de l'Union Africaine (UA) qui fait autorité et qui a le mandat d'interpréter la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	

La somme des notes individuelles pour un indicateur sera divisée par le nombre de panélistes afin de déterminer une note moyenne par indicateur. Ces notes moyennes par indicateur sont additionnées pour obtenir une moyenne par secteur qui ensuite représente la note finale d'un pays.

Résultats

Le rapport final est un résumé qualitatif de la discussion et indique également les notes moyennes pour chaque indicateur, secteur et la note final du pays. Dans le rapport les membres du panel ne sont pas nommés pour les protéger des répercussions négatives.

Avec le temps les rapports bi-annuels ou tri-annuels mesurent le développement de l'environnement médiatique d'un pays particulier. Leurs résultats devraient former la base d'une discussion politique sur la réforme médiatique.

Dans les pays, où l'anglais n'est pas la langue officielle, le rapport est une édition bilingue.

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et ses bureaux servent seulement comme convocateurs du panel et comme garants d'une méthodologie standardisée. Le panel est responsable du contenu de la discussion et du rapport qui ne représente pas ou ne reflète pas forcément les vues de Friedrich-Ebert-Stiftung.

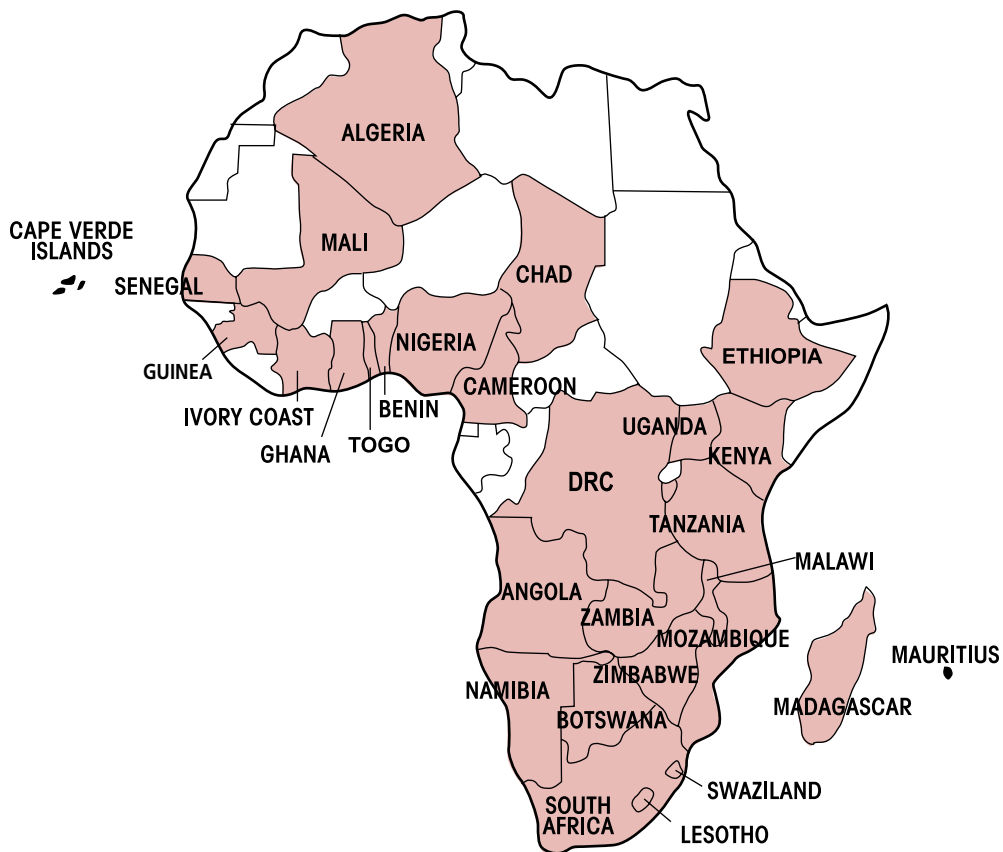
Fin 2008, les indicateurs ont été révisés, amendés, et de nouveaux indicateurs qui traitent des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ont été intégrés afin de répondre au progrès rapide de ce secteur.²

Vers la fin de 2012, le Baromètre des Médias Africains avait déjà eu lieu dans 29 pays africains, dont certains d'entre eux pour la troisième fois.

Mareike Le Pelley
Directrice du Projet Médias
en Afrique (fesmedia Africa)
Friedrich-Ebert-Stiftung,
Windhoek, Namibie

Zoe Titus
Directeur Regional
L'Institut des Média pour
l'Afrique Australe (MISA)
Windhoek, Namibie

² Les indicateurs ont été révisé, amendé et décalé en 2008/2009. Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédentes n'est plus possible.



29 pays du BMA (2005-2012)

Baromètre des médias en Afrique

COTE D'IVOIRE 2012

Résumé

En matière de liberté d'expression, la Constitution de Côte d'Ivoire (23 juillet 2000) s'inspire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948) et la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (1981). La Loi 2004-643 portant régime juridique de la presse (décembre 2004) vient soutenir les principes de la liberté d'expression en protégeant la liberté de la presse.

La Côte d'Ivoire a connu, dans son histoire récente, des soubresauts politiques et la liberté d'expression s'en est durement ressentie. Pendant ce périodes, le citoyens avaient toutes les raisons d'avoir peur de 'exprimer librement car des groupes organisés perpétraient des agressions physiques sur les personnes.

La situation s'est considérablement améliorée même si, encore en mai 2011, un agent d'une radio à Abidjan a été assassiné apparemment pour des raisons politiques.

En principe la Loi 2004-643 exclut toute peine d'emprisonnement pour les délits de presse. Cependant il y a des exceptions, qui concernent notamment l'incitation au vol, à la haine, à la rupture de la cohésion sociale ; à l'atteinte à l'intégrité du territoire national, etc. La difficulté c'est que toutes ces exceptions laissent beaucoup de marge d'interprétation aux magistrats.

La Côte d'Ivoire a ratifié la plupart des instruments régionaux et internationaux sur la liberté d'expression et la liberté des médias. Les publications écrites ne sont pas soumises à autorisation, même si la Loi 2004-643 pose des conditions administratives à remplir. Cette loi organise l'exercice de la profession de journaliste, sans toutefois comporter de dispositions qui empêchent l'entrée dans ou l'exercice de la profession. Enfin, elle protège les sources d'information.

En Côte d'Ivoire le statut de la fonction publique impose aux fonctionnaires l'obligation de réserve. Les conséquences sont que parfois des scandales sont dissimulés, ou les informations publiques fournies sont souvent sélectives ou partielles. En conclusion, on peut dire que l'accès à l'information publique n'est pas aisé.

Par contre l'accès à l'internet est libre et les sites web naissent ou meurent sans que l'Etat n'intervienne.

La presse bénéficie du soutien de la société civile, mais il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour développer une véritable synergie entre les deux parties.

Les médias et les organisations de la société civile sont impliqués dans la confection de textes régissant la presse. Ces textes ne sont malheureusement pas toujours appliqués. Il arrive même que des textes soient modifiés sans concertation.

Le paysage médiatique ivoirien est assez diversifié. Il existe 150 chaînes de radios, une vingtaine de quotidiens et environ quarante hebdomadaires. Il n'y a pas de télévision privée, et certains foyers se sont équipés de paraboles pour suivre les chaînes internationales.

Les médias sont surtout concentrés dans les zones urbaines. Beaucoup d'organes de presse ont vu leurs équipements détruits pendant la crise pré et postélectorale, ce qui a handicapé leur fonctionnement.

La 2004-643 organise la distribution des journaux. Celle-ci est l'objet d'un monopole d'une société privée, Edipresse. Cela affecte la disponibilité des journaux, surtout dans le nord.

Internet est accessible sur pratiquement toute l'étendue du territoire national et les coûts d'accès ne cessent de baisser.

Il n'y a aucune limite légale à l'accès aux médias tant nationaux qu'internationaux. Il n'empêche que les pouvoirs publics ont le potentiel de restreindre ces médias en cas de crise. L'Etat ne fait aucun effort particulier pour soutenir la distribution des médias dans les zones rurales. L'espoir est permis cependant car il y a des discussions en cours avec la Poste pour améliorer la situation.

L'unique quotidien national publié par l'Etat, Fraternité Matin, subit directement l'influence politique des autorités. Son tirage en a été considérablement affecté et la direction du journal a dû parfois s'ajuster pour relancer le journal.

La loi autorise la concentration des médias. Mais cela n'empêche pas la diversité du paysage médiatique. Un Fond de Soutien et de Développement de la Presse vient en appui aux médias.

Les femmes sont peu représentées dans les médias. Des barrières culturelles expliqueraient cette situation. Les questions liées à la femme sont également peu présentes.

La diversité ethnique, linguistique, religieuse, sociale s'exprime surtout dans les médias audiovisuels. La presse écrite couvre bien les différents courants sociaux et religieux, mais elle est limitée aux communautés urbaines. Il y a tout de même des limites à cette diversité car des aspects tels que l'animisme et les personnes âgées sont peu couverts par les médias.

En ce qui concerne les Technologies de l'Information et de la Communication, une politique existe visant à planifier leur développement. Elle est portée par le

Ministère des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication. Cinq opérateurs de téléphonie mobile se partagent le marché en Côte d'Ivoire.

Le marché publicitaire est plutôt limité en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, l'Etat semble jouer le jeu en accordant de la publicité sans tenir compte des appartenances politiques. Du reste, il vient loin derrière les cinq plus gros annonceurs publicitaires que sont les cinq entreprises de téléphonie mobile.

En Côte d'Ivoire, l'audiovisuel est régulé par la Loi 2004-644, qui est le pendant de la Loi 2004-643 (qui concerne la presse écrite). Cette loi est assez ouverte sauf en ce qui concerne le statut de la télévision. En effet aucune télévision privée n'est autorisée pour le moment. Le gouvernement a finalement accepté le principe de la libéralisation de la télévision et celle-ci pourrait intervenir en 2012.

L'audiovisuel est régulé par la Haute Autorité de la Communication et de l'Audiovisuel (HACA). Sur la base des textes qui le régissent, cet organe est largement indépendant. Il gère son budget de façon autonome, même si celui-ci est mis en place par le Ministre des Finances. Cette indépendance n'est cependant pas totale. A titre d'illustration, la HACA avait décidé lors des élections en 2010 de se mettre sous la tutelle du service public.

Aujourd'hui, la HACA régule l'audiovisuel de façon transparente. Par exemple les fréquences sont attribuées par appels d'offres.

Par contre le conseil d'administration de l'audiovisuel public n'est pas indépendant et, surtout pas représentatif. Le processus de nomination de ses membres est piloté par la Présidence de la République. Ce sont donc en majorité des hauts fonctionnaires et des membres de partis politiques qui composent le conseil d'administration. En principe le Directeur Général du diffuseur public/d'Etat est élu par le conseil d'administration. Mais dans les faits c'est toujours un choix politique.

La ligne éditoriale du diffuseur public/d'Etat est influencée par les pouvoirs publics. Pourtant, les droits et devoirs du diffuseur public/d'Etat sont fixés par une convention. Son fonctionnement dépend d'un financement insuffisant et pas totalement autonome. Une partie provient de la redevance, une autre vient du budget et de l'Etat, et le reste des fonds est levé par le diffuseur public par la publicité et le sponsoring. Le manque de fonds a d'ailleurs conduit à une réduction drastique du personnel.

Le diffuseur public d'Etat ne couvre pas encore totalement le territoire national. En fait la situation s'est dégradée avec la destruction de pylônes pendant la crise électorale. Aujourd'hui le taux de couverture du territoire national est de 49% pour la radio et la télévision alors que ce taux était de 80% avant la crise. Un programme de réhabilitation est en cours pour relever le taux.

S'agissant du contenu de ses programmes, le diffuseur public/d'Etat a recours au système des quotas pour assurer la diversité. On y trouve ainsi des émissions culturelles, religieuses, économiques, etc. Mais cette grille n'est pas toujours respectée, souvent à cause des pressions financières. La production financière coûte en effet cher que les soaps importés et que l'on peut faire sponsoriser.

Les grands débats sont rares sur les chaînes publiques. Du reste, il n'y a pas vraiment d'équilibre des opinions politiques même si des efforts sont entrepris actuellement pour passer du service d'Etat au service public.

En Côte d'Ivoire l'audiovisuel communautaire a été la proie de dérives politiques pratiquement dès son avènement pendant les années 90. D'ailleurs pendant la crise électorale sept radios de proximité ont été pillées.

L'Etat fait un effort pour favoriser la survie des radios de proximité. Par exemple la redevance de ces radios est de 150000 CFA (229 euros) alors que pour les radios commerciales le taux est cent fois plus élevé, soit 15 millions (229000 euros). Il n'empêche que ces radios ont de grosses difficultés pour survivre.

Les acteurs des médias ivoiriens ont volontairement produit un code déontologie en 1992, sous l'égide de l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI). Cet acte fait suite au constat que beaucoup de journalistes font des entorses à la déontologie, essentiellement par manque de formation ou par esprit partisan. Quatre ans plus tard la mise en œuvre de ce code a été confiée à l'Observatoire de la Liberté de la Presse, de l'Ethique et de la Déontologie (OLPED) organisation nouvellement créée. Certains médias ont créé un code interne (Fraternité Matin, la RTI) et se sont même dotés d'un médiateur.

L'OLPED publiait l'identité des médias ou des journalistes pris en faute, mais a dû arrêter cette pratique car cela exposait les personnes ou organes incriminés à des agressions physiques. On peut penser que les manquements récurrents dans les médias a provoqué un manque de confiance chez le public. Ainsi, entre 2001 et 2005, la vente des journaux a chuté de 8 millions d'exemplaires.

Les médias ivoiriens s'essaient de plus en plus au journalisme d'investigation, même si la couverture de séminaires est encore dominante, surtout dans l'audiovisuel. Malheureusement les médias qui s'y essaient ont tendance à fermer au bout d'un certain temps à cause des pressions financières.

L'égalité des chances pour les différentes catégories sociales, est promue dans les médias ivoiriens. Cependant les femmes ne sont pas nombreuses dans les médias, essentiellement pour des raisons sociales. En effet les femmes trouvent souvent les horaires de travail contraignants et difficiles à réconcilier avec la vie de famille. L'autocensure et une pratique courante dans les médias ivoiriens. Les propriétaires des organes de presse empiètent allégrement sur la ligne éditoriale. Ce sont surtout les hommes politiques qui tirent les ficelles dans l'ombre.

La corruption est également courante et constitue un supplément de revenu si ce n'est l'essentiel du revenu pour beaucoup de journalistes. Les salaires sont en effet très bas ou parfois inexistants. Les journalistes confirmés gagnent environ 150000 CFA (229 euros) par mois.

Il y a une offre de formation pour les journalistes. Mais ceux-ci ne peuvent difficilement couvrir les frais de cette formation et leurs employeurs ne sont jamais enthousiastes pour prendre le relais.

Les associations ou syndicats des acteurs des médias sont actifs et ont joué un rôle certain dans les avancées acquises par les médias en Côte d'Ivoire.

SECTEUR 1:

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

1.1 La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie dans la Constitution et protégée par d'autres lois.

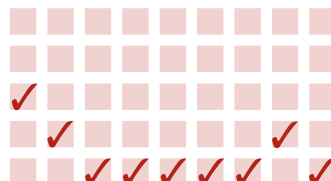
La République de la Côte d'Ivoire a ratifié la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 et la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de 1981. La Constitution ivoirienne, datant du 23 juillet 2000, garantit clairement la liberté d'expression dans l'article 9 qui stipule que « la liberté de pensée et d'expression, notamment la liberté de conscience, d'opinion religieuse ou philosophique sont garanties à tous, sous la réserve du respect de la loi, des droits d'autrui, de la sécurité nationale et de l'ordre public », et l'article 10 qui proclame que « chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement ses idées ». L'Etat lui veille à l'application de ces articles et donne par conséquent au citoyen la possibilité de saisir la juridiction s'il estime que ce droit est bafoué.

De plus, la Loi 2004-643 portant régime juridique de la presse, votée en décembre 2004, indique pour la presse écrite que « la parution de tout journal ou écrit périodique est libre » et que « la communication audiovisuelle est libre ».

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.5 (2009: 4.9)

1.2 Le droit à la liberté d'expression est effectif et les citoyens, y compris les journalistes, exercent leurs droits sans crainte.

Bien que les textes constitutionnels garantissent la liberté d'expression, leur effectivité n'est pas totale pour les citoyens comme pour les journalistes. Que l'on se réfère à l'ancien ou au nouveau régime, la majorité des panélistes estime que les journalistes souffrent toujours de « certaines craintes de représailles ». La période pré et postélectorale a été particulièrement éprouvante pour la liberté d'expression. Les citoyens en général, et les médias en particulier, avaient toutes les raisons de craindre les exactions de la Fédération des Etudiant de Côte d'Ivoire (FESCI), des Jeunes Patriotes, des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) et des Dozos. Si aujourd'hui ces menaces s'expriment moins fréquemment sous forme d'agressions physiques sur les personnes des journalistes, elles persistent dans les suspensions fréquentes et répétées de journaux (par exemple la fermeture de 9 journaux avant les élections de 2010) ou dans les visites 'musclées' de locaux de presse (comme pendant la période post-électorale de mars 2011 lors de l'occupation des locaux du journal Notre Voix saccagés puis réquisitionnés pendant plusieurs semaines). Les panélistes s'accordent à dire que l'Etat n'est pas forcément commanditaire de ces actions mais ils accusent volontiers son apathie à sanctionner les responsables.

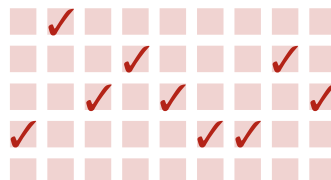
L'un des membres du panel rappelle, à titre d'exemple, qu'en septembre 2010, le journaliste Ousmane Sy Savané, patron de presse d'un journal, a été emprisonné pendant deux semaines à la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan (MACA) suite à la parution de son article sur 'la dévaluation du CFA', pour être finalement relâché sur l'intervention du Premier Ministre. Le même panéliste a également cité l'exemple de Sylvain Gagneto de Radio Yopougon (quartier d'Abidjan), assassiné en mai 2011, apparemment pour des raisons politiques.

Un autre panéliste ajoute qu'encore aujourd'hui certains journalistes appartenant aux médias du service public peuvent voir leurs salaires suspendus et que d'autres collègues sont toujours en exil.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.9 (2009: 3.0)

1.3 Il n'y a pas de lois, ni des parties de la législation, limitant la liberté d'expressions telles que des lois excessives sur les secrets d'Etat et les délits de presse, ou des lois qui empiètent de façon déraisonnable sur les responsabilités des médias.

L'article 68 de la Loi 2004-643 portant régime juridique de la presse « exclut la peine d'emprisonnement pour les délits de presse ». Sont entendus comme délits de presse: les délits contre la chose publique, les délits contre les personnes et les biens, les délits contre les Chefs d'Etat et les agents diplomatiques étrangers, les contraventions aux publications interdites et les délits contre les institutions et leurs membres.

Cependant, l'article 69 de ladite Loi 2004 précise que les articles 174 et 175 du code pénal prévoient des sanctions « pour quiconque, par voie de presse :

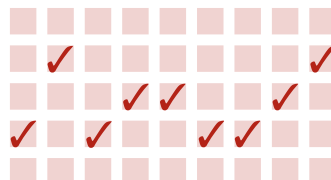
- incite au vol et au pillage, aux coups et blessures volontaires et au meurtre, à l'incendie et à la destruction par quelque moyen que ce soit, de biens publics et privés, à toutes formes de violences exercées à l'encontre de personnes physiques et morales ainsi que sur leurs biens, ou à l'apologie des mêmes crimes et délits ;
- incite à la xénophobie, à la haine tribale, à la haine religieuse, à la haine raciale et à la haine sous toutes ses formes ;
- fait l'apologie des crimes de guerre ou de collaboration avec l'ennemi;
- incite des militaires et des forces de l'ordre à l'insoumission et à la rébellion ;
- porte atteinte à l'intégrité du territoire national, à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. »

Dans l'ensemble, les panélistes sont de l'avis que la Loi 2004-643 de décembre 2004 est « une loi de qualité » puisqu'elle assure la dépenalisation des délits de presse mais que les articles du Code Pénal ouvrent la brèche aux magistrats pour interpréter et condamner les journalistes notamment en matière de sûreté nationale. Par exemple même si une information est vraie et qu'elle peut affecter la défense nationale, l'auteur de cette information peut être puni. Un panéliste a donné l'exemple d'un journaliste qui a été arrêté pour recel sur la base du Code Pénal, parce qu'il a diffusé des délibérations du Conseil Constitutionnel avant leur publication.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.2 (2009: 4.3)

1.4 Le gouvernement s'efforce d'honorer les instruments régionaux et internationaux sur la liberté d'expression et la liberté des médias.

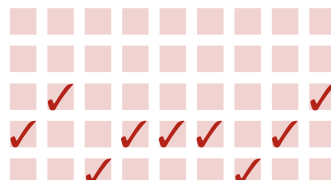
La plupart des instruments internationaux et régionaux tels que la Charte Africaine, la Déclaration des Droits de l'homme, le Pacte international et le Traité de la CEDEAO (1975) sont ratifiés par la Côte d'Ivoire et le gouvernement ne pose pas d'entraves à leur application.

Le pays est également signataire de la Déclaration sur les Principes de la liberté d'expression de 2002 qui indique l'obligation que « toute restriction à la liberté d'expression soit imposée par la loi, serve un objectif légitime et soit nécessaire dans une société démocratique ».

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.0 (2009: 4.6)

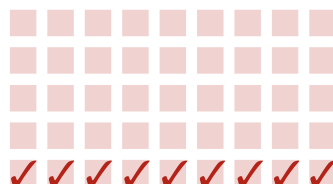
1.5 Les publications écrites ne sont pas soumises à l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

Aucune autorisation préalable des autorités publiques pour la publication écrite n'est exigée puisque l'article premier de la Loi 2004 précise que « la parution de tout journal ou écrit périodique est libre, sous réserve du respect des conditions prescrites à l'article 6 » lesquelles nécessitent une simple déclaration préliminaire de publication obtenue auprès du Parquet du Procureur de la République qui justifie de l'existence légale de l'entreprise de presse et qui renseigne sur certaines informations administratives du directeur de la publication (filiation, casier judiciaire, lettre d'engagement au respect de la convention collective interprofessionnelle).

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

5.0 (2009: 5.0)

1.6 L'entrée dans, et l'exercice de la profession de journaliste ne sont pas restreintes par la loi.

Jusqu'en 1991, la presse était au confluent du droit politique et économique. De nombreux dérapages et fautes graves de la part des journalistes ont amené la profession à questionner la qualification et la formation du corps journalistique et à tenter d'améliorer la qualité et l'éthique des publications.

La Loi de 2004-643 portant régime juridique de la presse définit précisément l'entrée dans la profession pour le journaliste *professionnel* en son article 23 :

Titre IV « est journaliste professionnel, dans les conditions prévues par la présente loi toute personne physique :

- justifiant d'un diplôme supérieur délivré par une école de journalisme, à défaut, d'une licence de l'enseignement supérieur assortie d'une formation professionnelle de deux ans ou à défaut, d'une maîtrise de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme équivalent, assorti d'une formation professionnelle d'un an dispensée dans une école de journalisme agréée ou reconnue par l'Etat ou d'un stage professionnel d'un an ;

- ayant pour occupation principale, régulière et rétribuée, la recherche, la collecte, l'exploitation et la présentation de l'information ».

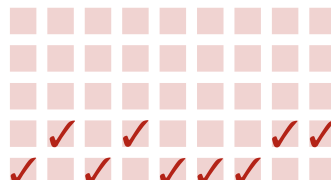
Sous ces conditions, le journaliste reçoit une carte de presse qui appuie son statut dans sa pratique.

Cependant, l'un des panélistes précise qu'aucune loi n'entrave le droit d'un individu à exercer le métier de journaliste *non-professionnel* puisque l'article 17 de la Constitution donne le droit au citoyen de choisir sa profession, mais il admet que ses conditions de travail seront plus hostiles (rémunération plus faible ou inexistante, nonaccès aux grands événements...).

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.5 (2009: 5.0)

1.7 Les sources confidentielles d'information sont protégées par la loi et/ou par les tribunaux.

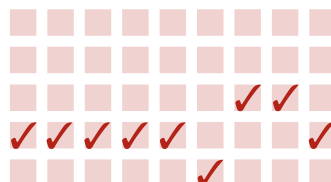
En accord avec les principes du Code de Déontologie du journaliste professionnel, datant du 29 août 1992 et initié par l'UNJCI (Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire), et la Convention Collective, la Loi n° 2004-643 dispose en son article 28 qu' « en dehors des cas où la loi lui en fait l'obligation, le journaliste professionnel n'est pas tenu de révéler ses sources d'information ».

Les panélistes sont donc de l'avis que la législation protège le journaliste et ils n'ont pas connaissance de pénalités adressées à un journaliste pour refus de divulgation depuis l'affaire du journaliste Diégou Bailly (qui en protégeant la source d'un dessin avait été condamné par le tribunal).

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.9 (2009: 3.4)

1.8 L'information publique est facilement accessible, garantie par la loi et à tous les citoyens.

Le préambule de la Constitution garantit l'accès à l'information publique puisqu'il affirme la séparation des pouvoirs et « la transparence dans la conduite des affaires publiques ». Les partenaires au développement ont de surcroît beaucoup œuvré pour le renforcement de l'accès aux informations publiques auprès de la population de masse.

Pourtant, dans les faits, les panélistes constatent que le journaliste comme le citoyen n'ont pas véritablement la maîtrise de cet accès. Le plus souvent le citoyen ne sait pas où trouver ces informations.

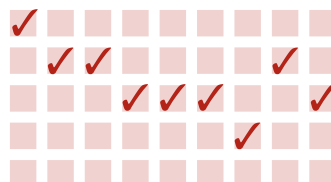
Les membres du panel estiment que le statut général de la fonction publique, qui impose une obligation de réserve, a depuis toujours contribué à dissimuler les grands scandales ou événements publics gênants pour le pouvoir. Les panélistes se remémorent la prise en otage d'un ministre de 1987 à 1988 - affaire totalement absente des ondes sauf le jour de la libération- ou encore l'affaire embarrassante des déchets toxiques (2009) partiellement écrasée dans les médias publics. Ces déchets étaient arrivés à bord d'un navire au port d'Abidjan et quand le scandale a éclaté, les médias publics se sont plutôt montrés discrets.

Quant aux informations publiques générales, elles sont sélectives et partielles. A titre d'exemple, les panélistes ont cité la couverture de grèves dans la fonction publique. Les médias publics ont tendance à mettre en avant le point de vue de l'administration au détriment de celui des manifestants. De même, le panel note que le Ministère des Impôts communique son budget prévisionnel mais ne fait jamais état de son bilan annuel dans la presse publique.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur

2.5 (2009: 2.3)

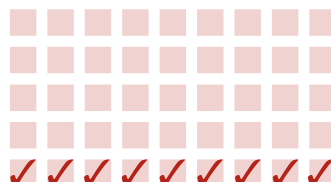
1.9 Les sites web et les blogs ne sont pas tenus d'être déclarés ou d'obtenir l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

Il n'existe aucune autorisation préalable à l'ouverture d'un site web ou d'un blog indiquée par la loi en Côte d'Ivoire. Il suffit de créer le site ou le blog.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

5.0 (2009: 5.0)

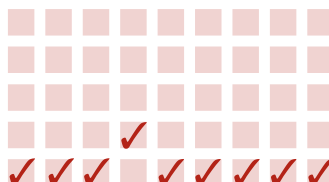
1.10 L'Etat ne cherche pas à bloquer ou à filtrer le contenu d'Internet à moins qu'il n'y ait des dispositions légales qui servent des intérêts légitimes et qui sont nécessaires dans une société démocratique.

Les panélistes sont unanimes « il est nettement plus facile d'ouvrir un site Internet que de créer un journal en Côte d'Ivoire! ». L'Etat n'intervient pas de manière illégitime dans ce domaine et selon le panel aucun site web n'a été fermé jusqu'à ce jour.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.9 (2009 = 4.9)

1.11 La société civile en général, et les groupes de pression des médias défendent activement la cause de la liberté des médias.

Seuls les groupes de pression médiatiques existent en Côte d'Ivoire - parmi les plus importants le GEPCI (Groupement des Editeurs de Presse de Côte d'Ivoire) et le SYNAPP-CI (Syndicat National de la Presse Privée de Côte d'Ivoire). D'ordinaire, ils soutiennent les cas judiciaires des médias mais le panel estime qu'il est prématuré de parler de 'synergie'.

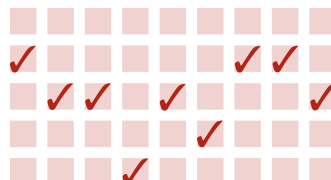
Quant à la société civile, elle épaula la cause de la liberté des médias -consciente de la défense de ses propres intérêts- mais elle hésite encore à se positionner de manière proactive voire, il lui arrive d'être parfois indifférente.

Les membres du panel aspirent donc à plus de synergie entre société civile, groupes de pression et victimes des médias.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.0 (2009 = 1.8)

1.12 La législation sur les médias est le résultat de concertations approfondies entre les institutions, les citoyens et les groupes d'intérêt.

Dès les années 90, les institutions, les citoyens et groupes d'intérêts ont travaillé de concert pour élaborer une législation sur les médias harmonieuse et efficace. A l'époque, les différents acteurs établissent le Code de Déontologie du journaliste professionnel (1992) et créent l'Observatoire de la Liberté de Presse et de l'Ethique et de la Déontologie (organe régulant l'application dudit Code établi en 1992). En 2004, le texte législatif des Lois 2004-643 et 644 est adopté suite à des concertations exemplaires entre les institutions et les groupes d'intérêt médiatiques. Cependant, les panélistes voient cette loi comme le dernier exemple réussi de discussions et préparations approfondies entre les partis distincts.

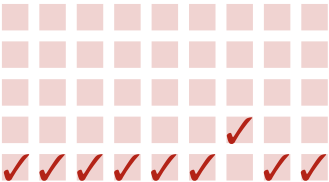
Ils invoquent, par exemple, les difficultés à faire appliquer encore aujourd'hui la Convention Collective de février 2008 qui avait été initiée par les syndicats et le patronat sous la houlette de l'UNJCI (Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire).

Dernièrement, l'ordonnance du CNP (Conseil National de la Presse) a modifié son statut sans aucune implication des journalistes. Deux modifications ont été apportées ; la suppression d'un poste de conseiller portant leur nombre total à 11 au lieu de 12, et la transformation de leur statut de membre permanent en non-permanent. Certains membres du panel estiment que ce changement de statut est lourd de conséquences car la mobilité des membres peut affaiblir le fonctionnement de l'organe. Ils auraient par principe et par intérêt aimé être consultés dans cette modification.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.9 (2009: 4.9)

Note du secteur 1:

3.8 (2009: 4.1)*

* Les indicateurs ont été révisé, amendé et décalé en 2008/2009. Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédentes n'est plus possible.

SECTEUR 2:

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.

2.1 Une large gamme de sources d'informations (écrites, audiovisuelles, Internet, téléphones portables) est disponible et financièrement accessible aux citoyens.

Le paysage médiatique de Côte d'Ivoire offre une riche palette tant par ses proportions que sa diversité. Pour une population d'environ 22 millions d'habitants, on compte 150 radios communautaires, une radio nationale et deux privées (*JamFM* et *Nostalgie*), ainsi que quelques radios internationales (*BBC*, *RFI*). La presse écrite recense 21 quotidiens et une quarantaine d'hebdomadaires. Les ondes hertziennes proposent deux chaînes nationales RTI et TV2, mais un nombre croissant de foyers s'équipe de la parabole et accède à divers bouquets de programmes internationaux.

Visiblement, les médias demeurent plus disponibles dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Pendant la période de la crise électorale, la diffusion d'émissions audiovisuelles a souffert de nombreuses détériorations matérielles. La couverture territoriale radio et télévisuelle serait passée de 75-80% avant la crise à 30-40% après la crise laissant plusieurs régions littéralement déconnectées. Aujourd'hui, des efforts sont faits pour remettre le réseau national en fonctionnement mais ceci prendra un certain temps.

Aujourd'hui, Internet s'est considérablement démocratisé dans les villes. Son coût est de 100 CFA pour 30 minutes dans les Internet Cafés (environ 0.15 centimes d'euro) et l'abonnement mensuel avoisine les 19 000 CFA (environ 29 euros). La clé d'accès individuel à Internet est disponible, elle coûte entre 1000 et 2000 CFA (environ 1 euro et 50 cents et 3 euros). Dans les zones rurales, l'accès à Internet, quand il existe, est restreint à certains lieux publics comme les hôpitaux. Ces arrangements limitent les horaires d'accès du public qui ne peut se connecter qu'à partir d'une heure tardive.

Les conditions légales de distribution de la presse écrite ivoirienne indiquées dans la Loi 2004-643 interdisent la distribution informelle des journaux. 'Edipresse', une société privée, est la structure exclusive de distribution des journaux en Côte d'Ivoire. Selon les panélistes, cette situation affecte négativement l'expansion de la distribution nationale. Le panel révèle qu'une proposition du GEPCI (Groupement des Editeurs de Presse de Côte d'Ivoire) est en cours d'étude.

Ajoutée à cet obstacle légal à la distribution, la qualité du réseau routier dans certaines parties du pays (comme les régions montagneuses) s'inscrit comme un

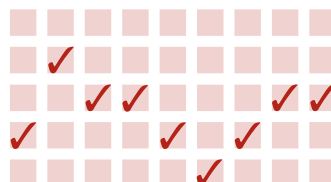
défi supplémentaire de taille. Les panélistes expliquent que les délais d'arrivages des journaux dans la préfecture de Nassian (nord du pays) sont systématiquement prolongés et il n'est pas rare que les journaux ne soient pas du tout livrés dans le Koroko.

Un journal ivoirien coûte en moyenne 200 CFA (environ 30 centimes d'euro) ce qui n'est pas élevé comparé au coût de production et de distribution, mais ce qui demeure inaccessible à la couche la plus défavorisée de la population. Le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) est actuellement d'environ 36 000 CFA (environ 55 euros) pour entre 40 et 48 heures de travail par semaine. Une étude menée entre 2008 et 2009 et commanditée par le Ministère du Plan et du Développement révèle que 48 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté avec 645 CFA (€) par jour.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.4 (2009: 5.0)

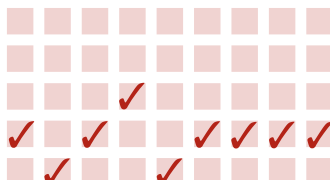
2.2 L'accès des citoyens aux médias nationaux et internationaux n'est pas restreint par les pouvoirs publics.

Si aucune loi n'interdit l'accès des citoyens aux médias internationaux, les panélistes considèrent que les pouvoirs publics ont le potentiel de restreindre cet accès en cas de situation nationale critique comme lors de la crise de 2011 pendant laquelle la diffusion de RFI, France 24 et TV5 a été limitée. Le CNCA (Conseil National de la Communication et de l'Audiovisuel), devenu récemment la HACA (Haute Autorité de la Communication et de l'Audiovisuel), peut suspendre un programme ou adresser une sanction financière comme l'amende infligée à RFI (Radio France Internationale) pour la divulgation de certaines informations allant contre le Cahier des Charges.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.0 (2009: 4.5)

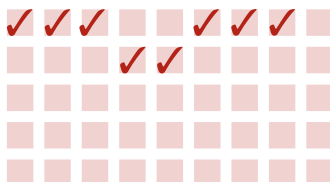
2.3 Des efforts sont entrepris pour élargir le champ de diffusion de la presse écrite, particulièrement dans les communautés rurales.

De l'avis unanime du panel, il n'y a aucun effort entrepris pour élargir le champ de diffusion de la presse écrite dans les communautés rurales ivoiriennes. Aucune subvention à la distribution n'est accordée par l'Etat. Cependant, un panéliste dévoile que des discussions avec la Poste seraient en cours et qu'elles pourraient améliorer le service de distribution de la presse.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.3 (2009: 1.0)

2.4 L'indépendance éditoriale de la presse écrite publiée par une autorité publique est protégée contre l'ingérence politique abusive.

Fraternité Matin est l'unique quotidien de service public. Sa première édition remonte au 9 décembre 1964 et le journal a connu beaucoup d'ingérences

politiques au cours de sa longue expérience de parution. A ses débuts, le premier président de la République de Côte d'Ivoire Houphouët Boigny dictait toute la ligne éditoriale du journal. Plus récemment, durant les dernières élections présidentielles, le pouvoir public s'est aussi rapidement servi du quotidien comme d'un outil de propagande. Les panélistes rapportent que durant le premier tour, la rédaction s'est montrée assez professionnelle mais que dès le deuxième tour cet effort s'est complètement évanoui.

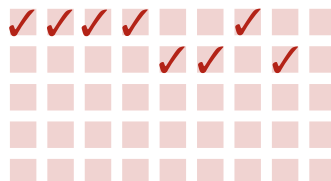
L'un des panélistes s'empresse d'affirmer « Je ne vois rien d'étonnant à ce qu'une société d'Etat décide de la ligne éditoriale, elle est le propriétaire! ».

Cette approche n'est apparemment pas du goût des lecteurs qui semblent avoir boudé le journal puisque les ventes du quotidien ont dramatiquement chuté et la rédaction a été obligée de lancer une refondation de *Fraternité Matin* entre 2000 et 2001 sous le slogan « Ni neutre, ni partisan » pour relancer le journal.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.4 (2009: 3.2)

2.5 Une législation/régulation appropriée de la concurrence cherche à empêcher la concentration des médias et des monopoles.

La législation ivoirienne ne fait pas provision de régulation pour limiter ou empêcher la concentration des médias et des monopoles. Elle autorise même qu'une entreprise de presse produise autant de titres qu'elle le désire pourvu qu'elle respecte la Loi 2004 qui indique que « la parution de tout journal ou écrit périodique est libre, sous réserve du respect des conditions prescrites à l'Article 6 », à savoir la procédure classique de déclaration administrative auprès du Procureur du Parquet.

Les membres du panel expliquent qu'il existe de nombreux monopoles de presse en Côte d'Ivoire ; par exemple le groupe Olympe qui possède trois journaux *Inter*,

Soir Info, *Star Magazine*, ou encore le groupe Cyclone qui publie également trois journaux.

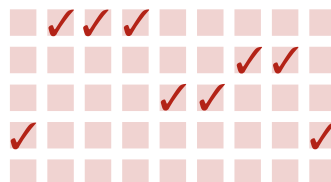
De même dans le secteur audiovisuel, les télévisions privées sont absentes des ondes conventionnelles hertziennes. Elles sont seulement accessibles par satellite.

L'Etat n'a donc pas de monopole aux vues de la loi, mais dans la pratique il possède de nombreux médias.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.3 (2009: 1.5)

2.6 Le gouvernement promeut un paysage médiatique diversifié, avec des organes de presse économiquement viables et indépendants.

Le panel reconnaît que la loi sur la communication favorise un paysage médiatique diversifié puisqu'elle impose une sélection de la programmation audiovisuelle basée sur l'appel d'offres et qu'elle encourage le « pluralisme des courants d'expression socio-culturels ». Toutefois, les avis du panel restent partagés sur 'l'action active et volontaire' de l'Etat pour la pérennisation économique des organes de presse. Certains considèrent que l'instauration du système de redevances 'différenciées' est un exemple d'action active et volontaire de la part de l'Etat. Les radios communautaires sont ainsi exemptées de redevance alors que les radios commerciales (*RFI*, *BBC*) sont taxables.

Le gouvernement ivoirien applique également la Convention de Florence qui exonère la presse des taxes douanières et des frais de papier. Et le GEPCI (Groupe des Editeurs de Presse de Côte d'Ivoire) a été accordé un mois d'impression gratuite pour 15 titres et alloué du matériel logistique (comme des véhicules ou encore des ordinateurs).

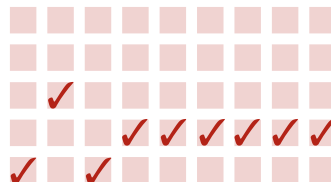
Le panel cite enfin le Fonds de Soutien et de Développement de la Presse (FSDP) qui exemplifie une action directe du gouvernement pour aider la presse.

Malheureusement les 3 milliards de CFA annoncés en 2009 ont diminué des deux tiers lors de leur attribution, et le budget du fonds 2012 a réduit son enveloppe à 200 millions CFA.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.0 (2009: 3.6)

2.7 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix des hommes et des femmes.

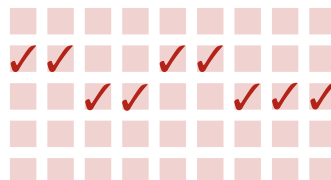
Le panel est formel, les femmes ivoiriennes sont proportionnellement moins représentées dans les médias que les hommes. Pour les panélistes, cet état de fait relève des barrières culturelles, ou du fonctionnement social du pays, mais ne résulte pas d'un acte volontaire des médias ivoiriens. L'explication tient à la faible représentation des femmes sur certaines scènes de la société ivoirienne comme la politique ou le sport. Les panélistes déplorent cependant que les préoccupations des femmes ne soient pas plus traitées dans les médias, et que leur point de vue passe quelque peu au second plan.

Un des panélistes s'est félicité de ce que la radio *ONUCI FM* ait conservé son créneau d'émission exclusivement réservé aux femmes mais il aimerait voir plus de présence féminine dans les articles et reportages journalistiques.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.6 (2009: 4.4)

2.8 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix de la société dans sa diversité ethnique, linguistique, religieuse, politique et sociale.

Les radios et chaînes de télévision publiques présentent une programmation ethnique, linguistique religieuse, politique et sociale variée aux couleurs de la diversité nationale ivoirienne. Depuis leur explosion dans les années 90, les radios communautaires et de proximité ont réellement participé à l'équilibre de cette hétérogénéité. Leurs émissions offrent une représentation sinon exhaustive au moins proche de la variété régionale ivoirienne. Elles sont généralement émises en langues locales et traitent des sujets de la communauté.

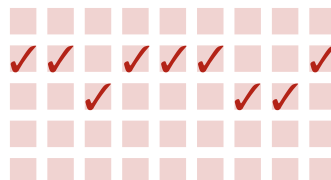
La presse écrite couvre les principaux courants religieux ; musulmans, protestants ou encore catholiques comme le journal *La Nouvelle* même si certaines minorités comme les animistes restent relativement absents du paysage médiatique ivoirien. Le panel éveille cependant l'attention sur le déséquilibre croissant et inquiétant entre l'absence de presse écrite régionale et la prédominance des journaux des communautés urbaines.

Les panélistes admettent que la plupart des médias ivoiriens, tenus par la férocité du marché, s'adressent massivement à la population active et très peu aux personnes âgées. Sur la même note, les médias ne cherchent pas l'originalité et ne poussent pas toujours suffisamment la recherche d'information. Il faut reconnaître que les missions régionales engendrent de fortes implications financières qui limitent ce type de reportages. Il arrive d'ailleurs fréquemment que les équipes envoyées pour couvrir un événement d'actualité important en région en profitent pour tourner d'autres reportages afin de réduire leurs coûts.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.3 (2009: 3.4)

2.9 Le pays a une politique cohérente des TICs, ou le gouvernement met en application des mesures encourageantes, qui vise à satisfaire les besoins en informations de tous les citoyens, y compris les communautés marginalisées.

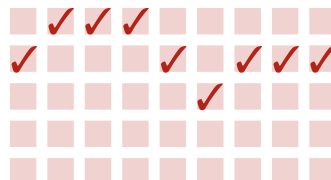
Le gouvernement ivoirien comprend un Ministre des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication, et il existe une législation sur les TICs. Le Ministre doit, comme dans tout autre secteur, présenter une politique et des actions à mener. La dernière mesure annoncée prévoit des dispositions pour stabiliser le prix d'Internet. Le prix moyen actuel d'une heure d'accès à Internet à Abidjan est de 200 CFA (30 centimes d'euro) et les Cyber cafés sont très nombreux. Par contre, le milieu rural n'est pas si chanceux : il existe encore de nombreux lieux dans le Nord du pays où Internet n'est pas accessible.

Cinq opérateurs de téléphonie mobile se partagent le marché de Côte d'Ivoire. Ils vendent également les clés mobiles qui sont encore un peu onéreuses mais permettent un accès individuel.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.8 (2009: 3.1)

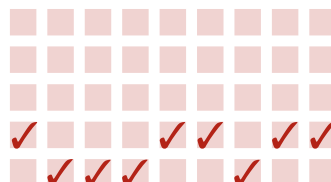
2.10 Le gouvernement n'utilise pas son pouvoir sur l'attribution des contrats publicitaires pour influencer le contenu éditorial.

En 1998, le marché publicitaire pesait 4 milliards de CFA (environ 6 106 870 euros), aujourd'hui il atteint les 6 milliards. Pour la publicité privée, le contrat publicitaire avec un média dépend de la capacité de ventes de ce-dernier. Quant à la publicité d'Etat, le panel est unanime ; l'Etat ne profite en aucun cas de son pouvoir d'attribution des contrats publicitaires pour exercer des pressions sur le contenu éditorial. Les panélistes font d'ailleurs remarquer que les publicités d'Etat passent aussi dans les journaux d'opposition. Ce constat était bien différent auparavant et le panel se félicite de cette évolution qu'il qualifie de très positive.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.4 (2009: 4.8)

2.11 Le marché de la publicité est suffisamment important pour soutenir une diversité d'organes de presse.

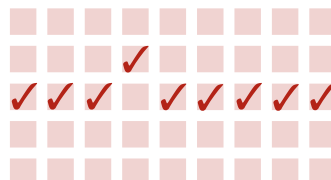
Généralement, un journal réserve 40 % d'espace publicitaire pour 60 % d'espace rédactionnel. Les ventes demeurent les plus grosses recettes des organes de presse sauf pour Fraternité Matin qui dédie une part très importante de son espace aux annonces légales. L'organe régulateur de ce secteur est le Conseil supérieur de la publicité.

Les plus gros annonceurs sont les 5 entreprises qui se partagent le marché de la téléphonie mobile dont Orange, MTN... L'Etat se place très loin derrière ces compagnies privées sur ce marché.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.9 (2009: 2.9)

Note du secteur 2:

2.8 (2009: 3.4)*

* Les indicateurs ont été révisé, amendé et décalé en 2008/2009. Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédentes n'est plus possible.

SECTEUR 3:

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.

3.1 La législation sur l'audiovisuel a été adoptée et est appliquée, et crée un environnement favorable à l'audiovisuel public, commercial et communautaire.

Le secteur audiovisuel est régulé par la 'sœur jumelle' de la Loi 2004-643 (portant régime juridique de la presse écrite), il s'agit de la Loi 2004-644. Cette loi vise à favoriser des conditions d'environnement profitables à l'audiovisuel. Elle balise les concessions de l'Etat et légitime le rôle du CNCA (Comité National de la Communication et de l'Audiovisuel).

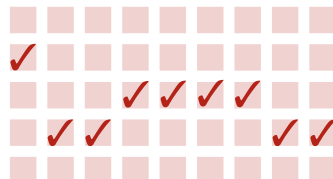
Les panélistes pensent que cette loi est progressiste et qu'elle ne présente aucuns problèmes de principe excepté le statut des télévisions qui oblige la Côte d'Ivoire à se priver de télévision privée.

Depuis 2006, maintes études et consultations se sont penchées sur le problème de la libéralisation des chaînes audiovisuelles, et le gouvernement a finalement accepté d'ouvrir le marché aux propriétaires privés. Il reste à la mettre en place (prévue avant juillet 2012).

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.3 (2009: 4.9)

3.2 L'audiovisuel est régulé par un organe indépendant et adéquatement protégé par la loi contre les ingérences, et dont les membres sont nommés de façon transparente et ouverte, en concertation avec la société civile, et qui n'est pas dominé par un parti politique.

Le régulateur des médias audiovisuels ivoirien est le CNCA (Conseil National de la Communication et de l'Audiovisuel) récemment rebaptisé la HACA (Haute Autorité de la Communication et de l'Audiovisuel). Sous réserve que les conditions de son fonctionnement soient respectées, l'organe est indépendant et protégé par la Loi 2004-644 portant régime juridique de la communication et de l'audiovisuel (Articles 27 et 44). La constitution du bureau repose sur la nomination pour moitié de représentants de l'Etat (une personne représentant le Président de la République, une l'Assemblée Nationale, une le Ministère de la Communication...) et pour moitié de représentants des organisations professionnelles et associations. Les membres servent cette fonction durant 3 ans renouvelables, et le représentant du Président de la République assure automatiquement la fonction de Président de la HACA.

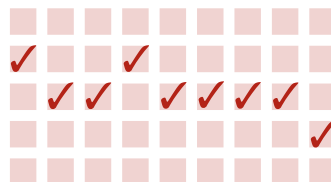
Le budget de la HACA est voté par le Ministère des Finances mais sa gestion reste autonome. Les comptes sont soumis au contrôle de la Cour des Comptes sans contrôleur de gestion mais par le biais d'un agent comptable. Le panel déplore que lors du changement du CNCA en la HACA, il ait été décidé que l'agent comptable soit remplacé par un contrôleur budgétaire.

Les panélistes concluent donc que l'audiovisuel est régulé par un organe protégé par la loi contre les ingérences étatiques même s'ils admettent que cette indépendance n'est pas totale. Ils rappellent d'ailleurs que lors des élections, le CNCA a décidé de se mettre sous tutelle du service public. Ils ajoutent que cet organe consulte généralement la société civile et les associations professionnelles.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.9 (2009: 4.4)

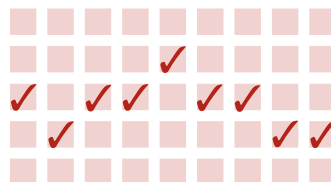
3.3 L'organe régulant les services et les licences audiovisuels, le fait dans l'intérêt du public, et assure l'équité et la diversité de vues représentant la société dans son ensemble.

La HACA (Haute Autorité de la Communication et de l'Audiovisuel) lance un appel d'offres pour l'utilisation des fréquences, puis un collège des conseillers délibère et instruit des recommandations. Les licences sont finalement octroyées par la HACA. Un individu ne peut demander une fréquence en son nom, seule une association peut effectuer cette demande. Ce système assure, selon les panélistes, une certaine équité.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.2 (2009: 3.5)

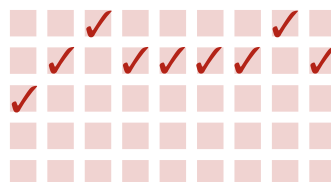
3.4 Le diffuseur public/d'Etat est responsable devant le public par l'intermédiaire d'un conseil d'administration représentatif de la société dans son ensemble et désigné de manière indépendante, ouverte et transparente.

Les conseils d'administration passés et actuels n'ont jamais été représentatifs de la société dans son ensemble. De fait, la nomination du conseil d'administration de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) est un processus entièrement piloté par le Président de la République. Le conseil est composé de douze membres émanant du bureau du Président de la République, du Premier Ministre et de différents ministères techniques. Le représentant du Président est élu Président du Conseil. Le directeur général du Conseil est nommé par le Conseil d'administration dans la pratique mais il s'agit toujours d'un choix politique.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.9 (2009: 1.8)

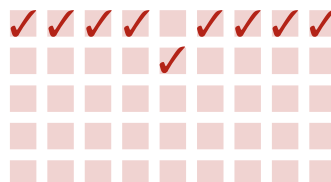
3.5 Les fonctionnaires nommés à des positions politiques et les membres de partis politiques, ainsi que les personnes qui ont des intérêts financiers dans le secteur de l'audiovisuel, ne sont pas membres du conseil d'administration du diffuseur public/d'Etat.

La plupart du temps, les membres du conseil d'administration du diffuseur public n'ont pas d'intérêts financiers dans le secteur de l'audiovisuel. Par contre, le conseil est composé majoritairement de Hauts Fonctionnaires et de membres de partis politiques.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.1 (2009: 1.6)

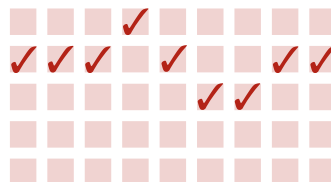
3.6 L'indépendance éditoriale du diffuseur public/d'Etat de toute influence politique est garantie par la loi et appliquée.

La loi spécifique 2004, garantit l'indépendance éditoriale du diffuseur public en ses articles (5, 4, 6) mais le panel estime qu'elle n'est pas appliquée. Les droits et devoirs du diffuseur public sont fixés par le Cahier des Charges attaché à chaque convention d'exploitation passée entre l'Etat et le diffuseur. Les cas d'ingérences politiques constituent la règle même si ce problème n'est guère adressé publiquement.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.1 (2009: 2.6)

3.7 Le diffuseur public/d'Etat est financé de manière à le protéger contre toute ingérence arbitraire dans son budget, et contre toute pression commerciale.

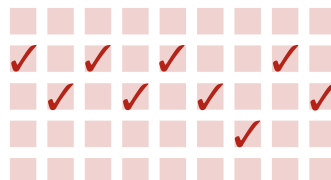
Le financement du diffuseur public repose d'une part sur les redevances qui s'élèvent à 300 millions de CFA par mois (environ 458 015 euros qui correspondrait à la masse salariale). Elles sont directement reversées à la RTI. Une autre partie provient d'un budget de l'Etat décidé par le Ministère de l'Economie et des Finances. Le reste du financement résulte des parts publicitaires.

Les panélistes expliquent qu'il n'existe aucune transparence sur les revenus de la RTI mais le personnel a souffert d'une forte réduction d'effectifs (de 800 à 324 employés). L'un des panélistes commente que pour survivre la RTI va « devoir gagner des parts de marché de la publicité, surtout aux portes de la libéralisation ». En conséquence, la chaîne a déjà de plus en plus recours aux émissions sponsorisées même pour les programmes éducatifs ou sur les Droits de l'Homme.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.7 (2009: 3.4)

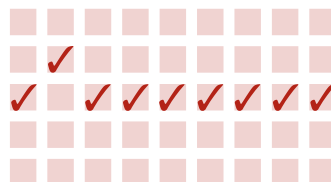
3.8 Le diffuseur public/d'Etat est techniquement accessible sur toute l'étendue du territoire national.

Le taux de couverture de la radio et de la télévision (qui fonctionnent sur le même type d'émetteurs) était de 80 % avant la crise politique grâce notamment à des émetteurs relais présents dans toutes les provinces. Malheureusement de nombreux pilonnes ont été endommagés durant la crise réduisant cette couverture à 49 %. En février 2012, l'Etat a lancé un grand programme de réhabilitation nationale mais il faudra encore un certain temps avant de retrouver une couverture optimale en Côte d'Ivoire.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.9 (2009: 2.9)

3.9 Le diffuseur public/d'Etat offre une programmation variée qui prend en compte tous les intérêts.

Dans son cahier des charges, La RTI a instauré un système de quotas pour assurer la variété des programmes. Ce procédé a notablement facilité le maintien de la diversité. Le cahier des charges découpe la programmation hebdomadaire en 7 périodes de 24 heures et affecte les programmes selon un pourcentage par rubrique. La chaîne propose des émissions culturelles, des comédies, de la musique, des soaps. Jusqu'à présent, la RTI a surtout acheté des productions extérieures car leur coût est bien moindre (par exemple les soaps turcs). Mais le panel est de l'avis qu'elle diffuse de plus en plus de reportages régionaux, sur le terroir ou la paysannerie. Les informations sont même reprises en langues nationales.

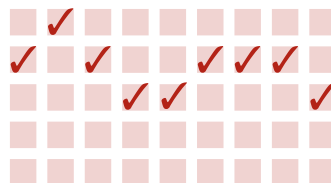
Malheureusement, il arrive communément que la RTI, sous certaines pressions financières et de l'audimat, sacrifie la grille indiquée par le cahier des charges. Ainsi, certaines émissions sont interrompues ou peuvent disparaître en fonction du budget.

En outre, la chaîne nationale ne propose quasiment jamais de grands débats formateurs sur les problèmes nationaux ou les questions d'intérêt public. A titre d'exemple, le panel constate que la chaîne n'a jamais engagé de débat lors de la fermeture d'écoles. Il rappelle également que les programmes religieux et sur les femmes sont moins présents.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.0 (2009: 2.1)

3.10 Le diffuseur public/d'Etat fournit des informations équilibrées et justes, reflétant l'ensemble des différents points de vue et opinions.

Sur cette question le panel diverge clairement. Certains estiment que depuis ces dernières années la RTI n'a cessé d'être utilisée au profit des situations socio politiques et que cette pratique n'a pas beaucoup évolué. Un panéliste soutient que les opinions sont loin d'être «équitablement représentées» entre l'Etat et les citoyens. Il ajoute que lors de chaque conflit la version de l'Etat a toujours été privilégiée, et que depuis l'arrivée du nouveau gouvernement la variété de points de vue sur la RTI n'a pas fondamentalement émergé.

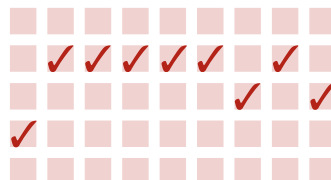
Pourtant d'autres panélistes récusent ce constat : pour eux cette description appartient à un autre temps et ils assurent qu'une transformation progressive est en marche pour une représentation plus effective des différentes catégories sociales. Sont cités comme exemple les micros-trottoirs qui exposent la voix de la rue. Ou encore la diffusion de scènes exceptionnelles qui auparavant n'auraient jamais trouvé leur place dans la programmation de la RTI (comme l'arrestation d'un avocat par la DST (Direction de la surveillance du territoire) durant une manifestation).

Néanmoins, la majorité du panel reconnaît que même si la RTI a passablement 'lâché la bride' ces derniers temps la chaîne n'a pas encore atteint le niveau d'un service public et conserve une image forte de télévision étatique. La fine ouverture évoquée semble plutôt répondre à l'avènement proche de la libéralisation qui va, il est vrai, entraîner une concurrence nouvelle pour la chaîne.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.4 (2009: 1.9)

3.11 Le diffuseur public/d'Etat présente un contenu local aussi varié et créatif qu'économiquement réalisable.

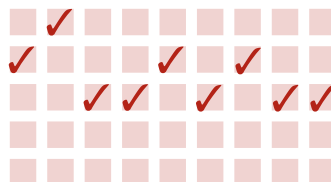
Le contenu local sur les médias publics ivoiriens a bien du mal à se faire une place et à se maintenir. Le quotidien public *Fraternité Matin*, bien que créé dès 1964, a attendu les années 80 pour introduire des pages régionales et culturelles dans son espace rédactionnel. Encore aujourd'hui, en cas de restrictions, ces rubriques sont les premières supprimées. Même s'il existe quelques pages spéciales locales sur la radio et la télévision nationale, comme « *Connais-tu mon beau pays ?* », le contenu local dans les médias publics reste un besoin et une faiblesse. Les moyens techniques sont faibles et les ressources humaines dans les régions sont restreintes. La plupart du temps, l'Agence Ivoirienne de Presse (AIP) est un pool pour les journalistes locaux mais les 'correspondants' sont très peu nombreux. Ces reportages sont aussi souvent réalisés grâce à des bailleurs extérieurs comme la GIZ (Agence Allemande pour la Coopération International), VVF, la Francophonie ou encore la Fondation Friedrich Ebert.

Cependant, l'un des panélistes informe qu'un projet d'accord est actuellement en discussion entre l'AIP et la RTI pour reprendre les informations en province. Ce projet, s'il aboutit, serait un développement de taille pour l'information régionale.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.4 (2009: 2.0)

3.12 L'audiovisuel communautaire bénéficie d'une promotion spéciale du gouvernement étant donné sa capacité à ouvrir l'accès aux ondes aux communautés.

En Côte d'Ivoire les radios de proximité, légalement appelées 'les radios privées non commerciales', sont apparues dans les années 1990 grâce aux investissements massifs de la Banque Mondiale. Malheureusement, dès leur création, elles sont devenues la proie de dérives politiques et économiques. Pendant la crise postélectorale, 7 radios de proximité ont été pillées et utilisées comme radios pirates. Au fil du temps, certains opérateurs ont disposé des diffuseurs locaux comme de radios commerciales. Le Cahier des Charges actuel, qui a été créé spécifiquement pour ces radios, a même dû limiter la publicité à 20% au maximum des revenus pour rétablir la fonction initiale des radios de proximité.

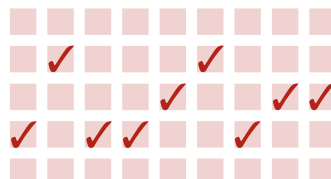
La plupart des panélistes juge que l'Etat fait des efforts puisqu'il crée des conditionnalités particulières pour ce type de radio. Ainsi, il les exonère de redevance : alors qu'une radio normale paie une redevance de 15 millions de CFA (environ 22 900 euros), la radio de proximité reverse une somme symbolique de 150 000 CFA (environ 229 euros) à l'Etat.

Aujourd'hui, les radios de proximité, bien qu'organisées (existence de l'Union des Radios de Proximité de Côte d'Ivoire), légalement reconnues et aidées par l'Etat, se battent toujours pour couvrir leurs frais (le problème se pose notamment pour la rémunération du personnel).

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.2 (2009: 3.9)

Note du secteur 3:

2.3 (2009: 2.9)*

* Les indicateurs ont été révisé, amendé et décalé en 2008/2009. Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédentes n'est plus possible.

SECTEUR 4:

**Les médias exercent des normes
professionnelles de haut niveau.**

Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

4.1 Les médias suivent volontairement des codes de normes professionnelles qui sont appliqués par des organes d'autorégulation qui traitent les plaintes du public.

Le 29 août 1992, les acteurs de la presse ivoirienne ont, sous l'initiative de l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI), produit un code de déontologie pour les journalistes. Ce code a été créé par réaction aux abus récurrents à cette époque, abus étroitement liés à l'époque à la profusion de journaux politisés et à la masse de journalistes non qualifiés sur le marché (entre 1990 et 1996, on recensait 7000 cas de fautes déontologiques et 500 cas de plaintes du public). En 1995, ce code est renforcé par l'instauration d'un organe autorégulateur l'OLPED (Observatoire de la Liberté de Presse, de l'Ethique et de la Déontologie). Pour chaque cas adressé, l'OLPED a pour charge de publier les décisions et donne un droit de réponse en conformité avec la loi. En cas de fautes répétées, les journalistes peuvent recevoir des sanctions qui vont jusqu'au retrait de la carte de presse. Jusqu'en 2002, l'OLPED publiait ses décisions. Mais avec l'éclosion de la rébellion cette année, l'Observatoire s'est abstenu de publier car cela risquait d'exposer les journalistes et les organes incriminés à toutes sortes d'agressions. Le Code de Déontologie a été révisé le 23 février 2012 pour discuter les questions du contrat de travail, des sources et de la protection des journalistes.

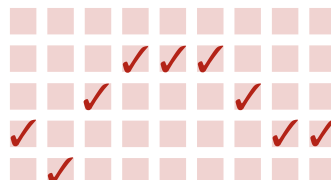
Certains médias ont aussi adopté un code de déontologie interne, comme le code d'honneur du quotidien *Fraternité Matin* de 2002 - période à laquelle le journal a enregistré une chute record de 120 000 à 12 500 exemplaires. La RTI a également un code interne. Celui-ci pourvoit un poste de médiateur représentant le public pour assurer une plus grande lisibilité (sur le modèle de ce qui se pratiquait dans de grandes chaînes françaises France 2 et France 3).

En 2003, *Fraternité Matin* a tenté de rédiger une chartre des faits divers mais la rédaction de l'époque était trop instable pour endosser l'initiative, et celle-ci n'a donc pas été appliquée.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.2 (2009: 2.4)

4.2 Le niveau de traitement de l'information obéit aux principes de base d'exactitude et d'impartialité.

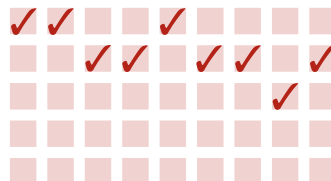
Le traitement de l'information en Côte d'Ivoire a toujours été accusé de manipulation. Pour le panel, la plupart des violations des critères d'exactitude et d'impartialité est liée à l'influence politique. Une étude menée par l'OLPED pendant les élections entre le 15 octobre et le 30 novembre 2010 a recensé 159 cas d'incitation dont 127 cas de manipulation. La classification finale de l'étude placera *Fraternité Matin* en tête des journaux les plus impartiaux de Côte d'Ivoire. Autre phénomène de manipulation, les faux. Sur le premier trimestre 2012, *Info Soir* aurait publié 80% de cas de fiction ! Il arrive aussi parfois qu'un journal publie une actualité qu'il anti date.

Le panel pense que le public n'a pas vraiment confiance en les médias. A titre d'illustration un des panélistes a indiqué qu'entre 2001 et 2005 il ya eu une chute de 8 millions d'exemplaires dans les ventes des journaux. Le panel précise toutefois qu'aucune étude statistique satisfaisante n'a été réalisée à ce jour.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.8 (2009: 1.9)

4.3 Les médias couvrent tous les évènements, sujets et cultures, y compris les questions économiques, culturelles, locales, et les sujets d'investigation.

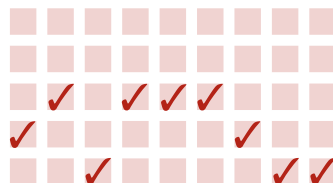
De l'avis général du panel, chacun peut se retrouver dans le spectre de la presse et de l'audiovisuel. Les journaux spécialisés ivoiriens (économie, faits divers, sports) ne cessent de se multiplier.

Même si les couvertures de séminaires dominent encore dans l'audiovisuel, on peut tout de même affirmer que les sujets d'investigations sont bien présents dans le panorama des médias ivoiriens. Ce type d'article est d'ailleurs récompensé par le prix Ebony. Créé au début de l'année 2012, le journal *L'éléphant Déchainé* est une illustration récente réussie des journaux d'investigation ivoiriens. Il a démarré au mois de janvier 2012 et l'on attend de voir s'il continuera. Car, malheureusement, une partie seulement des nouveaux titres survit au marché. Ils arrêtent souvent leur parution au bout de quelques mois à cause des pressions financières. Certains perdent également rapidement en qualité, comme *Nord/Sud*.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.9 (2009: 4.4)

4.4. L'égalité des chances, quels que soient la race ou l'ethnie, le groupe social, le sexe, la religion, les handicaps physiques, est promue dans les organes de presse.

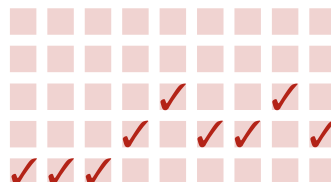
L'égalité des chances est promue dans les organes de presse ivoiriens ; tous les groupes ethniques, religieux, raciaux, et les personnes handicapées sont présents. Les femmes ne sont pas vraiment nombreuses aux postes à responsabilité mais ceci n'est pas la conséquence d'une attitude sexiste. Lorsqu'elles ont une qualification, elles préfèrent souvent accéder à d'autres postes financièrement plus rémunérateurs que ceux attachés aux médias (par exemple, dans le domaine de la communication). De plus, les conditions de travail dans le secteur médiatique

ne répondent pas forcément aux attentes des femmes (les contraintes horaires sont difficilement compatibles avec le rôle de la femme tel que pratiqué dans la vie de famille en Côte d'Ivoire).

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.0 (2009: 4.3)

4.5 Les journalistes et directeurs de publication n'exercent pas l'autocensure.

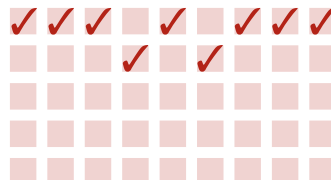
L'autocensure est une réalité dans tous les journaux ivoiriens. Un panéliste explique qu'un jour ou l'autre le journaliste (en fonction de son audace) s'entendra dire par sa rédaction : « Sur les principes, vous avez raison, mais moi en tant que directeur de publication, je ne peux pas publier ça ! ». Il est donc pratique courante que de 'faire plaisir aux propriétaires'.

Dans les publications affiliées plus directement à la politique, les journalistes sont partisans avant d'être journalistes et l'obédience politique règne.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.2 (2009: 1.6)

4.6 Les propriétaires des principaux médias privés n'empiètent pas sur l'indépendance éditoriale.

Les propriétaires des médias privés ont une influence directe sur le contenu éditorial. Ils contrôlent l'aspect politique et économique de leur produit même s'ils se dédouanent généralement de cet état de fait, et l'indépendance éditoriale est très limitée.

Dès 1996, le journaliste Ibrahima Sy Savané révélait que les hommes politiques détenaient de manière occulte la plupart des journaux. Depuis, d'autres politiciens comme Laurent Gbagbo, fondateur et propriétaire de *Notre Voix*, affichent leurs intentions publiquement: Ainsi Laurent Gbagbo disait aux responsables du journal : « Ce journal, je l'ai créé pour que tous les jours les Ivoiriens sachent ce que je pense! ».

Un panéliste précise que depuis la dernière crise électorale, une nouvelle génération se tourne vers des journaux moins politisés mais cette volonté nouvelle minoritaire a du mal à se concrétiser sur le marché.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur									
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur									
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur									
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur									
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur									

Moyenne de l'indicateur:

1.1 (2009: 1.4)

4.7 Les journalistes et les organes de presse sont intègres et ne sont pas corrompus.

La pratiCorruption is a widespread practice in Ivorian media bodies. It takes different forms (blackmail, money, racketteering, lost files) and is at times, rather insidious. A panellist gave the example of a newspaper, which frequently labelled an advisor to the embassy of France slave trader and racist and by doing so, managed to make him leave his post. Said advisor had simply denied some travel visas!

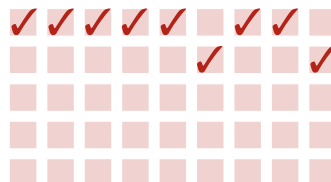
“Services” rendered by corrupt journalists depend on the briber’s wallett and the victims. A panellist explained that when rich crooks needed poor ones, poor ones were always at hand (in exchange for something), which sums up the practice of accepting little bribes in exchange for publishing articles.

Prices per ‘service’ were known in these circles and increased from 3,000 CFA (about €5) to 10,000 CFA (about €15).

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d’indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d’indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d’indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d’indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d’indicateur



Moyenne de l’indicateur:

1.2 (2009: 1.4)

4.8 Les niveaux de salaire et les conditions générales de travail des journalistes et des autres acteurs des médias sont appropriés.

Cet aspect de la profession est, selon les termes d’un panéliste et de l’avis général, « l’une des grosses plaies » du secteur. Aujourd’hui, le salaire moyen pour un débutant est de 0 à 50 000 CFA (de 0 à 76 euros). Les titulaires peuvent prétendre à 100 000 CFA (environ 152 euros) alors que les plus confirmés gagnent 150 000 CFA (environ 229 euros). Cette grille effective des salaires n’est, selon le panel, ni adaptée aux qualifications du personnel, ni au niveau de vie et encore moins à la loi puisque la Convention Collective prescrit 140 000 CFA (environ 213 euros) pour le salaire moyen et 25 000 CFA (environ 38 euros) d’indemnités de transport. Les équipements des organes de presse sont souvent vétustes s’ils ne sont pas tout simplement inexistantes.

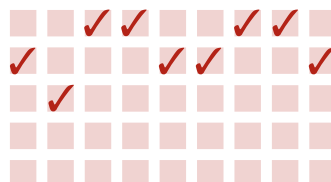
Certains panélistes dénoncent le nombre croissant de journalistes sans assurance, ni pension, et sans couverture sociale. Ils les comparent à des « travailleurs au noir qui travaillent au grand jour ».

Le FSDP (Fonds de Soutien et du Développement de la Presse) a promis des améliorations matérielles (distribution d’ordinateurs et d’imprimantes) mais les bénéficiaires risquent de se confiner aux journaux principaux.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.7 (2009: 2.3)

4.9 Les professionnels des médias ont accès à des structures de formation qui offrent des programmes de qualification ainsi que des opportunités d'améliorer leurs compétences.

La Côte d'Ivoire compte plusieurs structures de formation publiques en médias. Pour la formation initiale, l'université d'Abidjan offre une formation au CERCOM (Centre d'Enseignement et de Recherche en Communication). Il existe également l'Institut des Sciences et Techniques de la Communication (ISTC) créé en 1992. Les coûts de ces études restent malheureusement sélectifs variant de 700 000 à 1 000 000 de CFA par an (entre 1 068 euros et 1 526 euros). Quant à leur qualité, les panélistes pensent que le volume horaire des cours ne permet pas d'avoir une formation qualitative. Ils estiment aussi que ces instituts sont mal équipés et obsolètes. Ils s'inquiètent donc sur la composante pratique de cette formation universitaire. Ils s'interrogent aussi sur la réponse de ces formations initiales aux besoins du journalisme actuel car pour eux une part importante est dédiée à la communication qui n'exige pas exactement les mêmes qualifications.

Le problème de la formation continue des professionnels des médias a été adressé dès 1990. A l'époque le personnel était envoyé en formation en France. Les panélistes jugent que le bilan sur la formation continue dans le domaine médiatique est plutôt dysfonctionnant. Les raisons invoquées sont diverses. Les directeurs se plaignent de la capacité limitée de leur personnel ; il devient difficile voire impossible de remplacer les employés en formation. En conséquence, les directions imposent souvent l'option des cours du soir. Pire, il arrivait que des employés ne retrouvent pas leur poste au terme de leur formation.

De plus, certains employeurs refusent de payer ces formations, laissant cette charge à l'employé, même si la Convention Collective intègre l'obligation auprès des entreprises de cotiser pour la formation continue professionnelle.

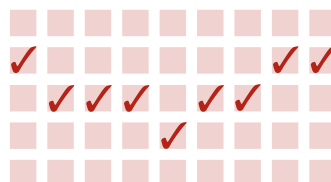
Parfois, le contenu inadapté des formations continues vient alourdir la liste des handicaps au développement professionnel. Les panélistes dénoncent notamment les formations de type 'clé en main' souvent proposées par des partenaires extérieurs qu'ils jugent inefficaces. Elles sont aussi intensives qu'irréalistes d'un point de vue pédagogique et manquent de contextualisation.

Quelques tentatives visent à améliorer cette situation. L'UNJCI (l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire) et l'Université de l'Atlantique ont signé un accord pour réduire les frais d'inscriptions. D'autre part, les syndicats sont en discussion avec l'ISTIC pour établir un vrai programme de partenariat.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.8 (2009: 3.9)

4.10 Les journalistes et les autres acteurs des médias sont organisés en syndicats et/ou associations professionnelles, qui défendent leurs intérêts de manière efficace.

L'UNJCI (l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire) figure parmi les premières organisations créées pour défendre les intérêts des journalistes (en 1991). Chaque segment des ressources humaines des médias a depuis trouvé sa représentation ; pour les éditeurs il s'agit du GEPCI (Groupe des Editeurs de la Presse de Côte d'Ivoire).

Ces organismes ont à plusieurs reprises obtenu des avancées notables pour les acteurs de la profession. C'est, par exemple, l'UNJCI qui a initié la création du Code de Déontologie du journaliste professionnel et inauguré l'Observatoire de la Liberté de la Presse de l'Éthique et de la Déontologie en 1995.

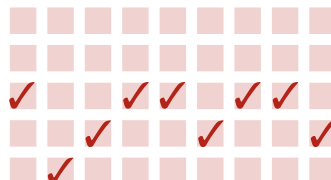
Les syndicats pour les médias ivoiriens sont également représentés. Le plus connu est le Syndicat National des Agents de la Presse Privée de la Côte d'Ivoire. S'ajoutent les syndicats sectoriels comme celui des femmes journalistes ou géographiques comme les syndicaux locaux. Parfois, des organisations peuvent aussi être affiliées à un syndicat.

Le panel est de l'avis que ces organisations, associations et syndicats sont généralement consultés lors des grandes réflexions engagées par l'Etat. Par contre, les syndicats internes des organes de presse peinent parfois à se faire entendre et il reste difficile de créer une section syndicale dans un journal.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.6 (2009: 5.0)

Note du secteur 4:

2.5 (2009: 2.9)*

MOYENNE DE TOUS LES SECTEURS:

? (2009: 3.3)

* Les indicateurs ont été révisé, amendé et décalé en 2008/2009. Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédentes n'est plus possible.

La voie à suivre

1. Quels changements positifs y a-t-il eu dans l'environnement des médias ces trois dernières années ?

- La libéralisation annoncée qui a été préparée et acceptée par l'Etat, et qu'il reste à présent à mettre en place.
- L'allocation du Fonds de Soutien et du Développement pour la Presse même si le budget total a été revu à la baisse.
- Le changement de statut du CNCA (Comité National de la Communication et de l'Audiovisuel) en la HACA (Haute Autorité de la Communication et de l'Audiovisuel). Si le texte n'a pas subi d'amendements majeurs, la Haute Autorité représente une avancée puisqu'elle sera en charge de la libéralisation et de l'organisation du milieu, alors que les directeurs des médias du service public continueront d'être sélectionnés par appels à candidature. Malheureusement, cette procédure n'est pas encore obligatoire car elle n'a pas été approuvée par le parlement.
- Le changement des statuts du CNP (Conseil National de la Presse) par lequel ses membres ne sont plus permanents.
- Première fois que le Chef d'Etat convoque la presse pour délivrer ses vœux 2012, ce qui symboliquement a été perçu comme une marque de considération pour les acteurs de la presse.
- L'exonération des impôts et taxes douanières sur 3 ans pour les médias.
- L'annonce de l'accroissement de l'appui aux entreprises de presse.
- Le groupe de *Fraternité Matin* a acquis une rotative performante.

2. Quel type d'activités faut-il mener pendant les deux prochaines années?

- Effectuer les états généraux de la presse par l'Etat en mai 2012.
- Parachever la libéralisation par l'Etat, la HACA et les organisations associatives et professionnelles.
- Mettre en œuvre le Convention Collective.
- Déterminer des critères consensuels pour l'accès/ l'éligibilité au Fonds de Soutien et du Développement par les états généraux.
- Déterminer un statut pour le personnel des radios de proximité et les correspondants de presse privée par les états généraux.

La réunion du panel a eu lieu à Bassam du 14 au 15 Avril 2012

Les Panélistes:

Médias :

1. Mr Samba KONE, Journaliste
2. Mr Assi Amédée ADON, Editeur
3. Mr Moussa ZIO, Journaliste
4. Mr Guillaume GBATO, Journaliste

Société Civile :

5. Dr Jonathan GBEDE, Professeur des Droits
6. Me René BOURGOIN, Avocat
7. Me Kouao SOMBO, Avocate
8. Mme Namizata SANGARE, Activiste de Genre
9. Dr Patrick GOUAN, Représentant de Société Civile

Rapporteur :

Aurélié ZANNIER-WAHENGO

Modérateur :

Dr Ibrahima SANE



AFRICAN MEDIA BAROMETER

The first home grown analysis of the
media landscape in Africa



COTE D'IVOIRE 2012

English Version

The African Media Barometer (AMB)

The African Media Barometer (AMB) is an in-depth and comprehensive description and measurement system for national media environments on the African continent. Unlike other press surveys or media indices the AMB is a self-assessment exercise based on homegrown criteria derived from African Protocols and Declarations like the “*Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa*” (2002) by the “African Commission for Human and Peoples’ Rights” (ACHPR)¹. The instrument was jointly developed by *fesmedia Africa*, the Media Project of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in Africa, and the Media Institute of Southern Africa (MISA) in 2004.

The African Media Barometer is an analytical exercise to measure the media situation in a given country which at the same time serves as a practical lobbying tool for media reform. Its results are presented to the public of the respective country to push for an improvement of the media situation using the AU-Declaration and other African standards as benchmarks. The recommendations of the AMB-reports are then integrated into the work of the 19 country offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in sub-Sahara Africa and into the advocacy efforts of other local media organizations like the Media Institute of Southern Africa.

Methodology and Scoring System

Every two to three years a panel of 10-12 experts, consisting of at least five media practitioners and five representatives from civil society, meets to assess the media situation in their own country. For 1 1/2 days they discuss the national media environment according to 45 predetermined indicators. The discussion and scoring is moderated by an independent consultant who also edits the AMB-report.

After the discussion of one indicator panel members allocate their individual scores to that respective indicator in an anonymous vote according to the following scale:

1	Country does not meet indicator	
2	Country meets only a few aspects of indicator	
3	Country meets some aspects of indicator	
4	Country meets most aspects of indicator	
5	Country meets all aspects of the indicator	

¹ The ACHPR is the authoritative organ of the African Union (AU) mandated to interpret the African Charter on Human and Peoples’ Rights.

The sum of all individual indicator scores will be divided by the number of panel members to determine the average score for each indicator. These average indicator scores are added up to form average sector scores which then make up the overall country score.

Outcome

The final, qualitative report summarizes the general content of the discussion and provides the average score for each indicator plus sector scores and overall country score. In the report panellists are not quoted by name to protect them from possible repercussions. Over time the biennial or tri-annual reports are measuring the media development in that particular country and should form the basis for a political discussion on media reform.

In countries where English is not the official language the report is published in a bilingual edition.

Implementing the African Media Barometer the offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) and - in SADC countries the Media Institute of Southern Africa (MISA) - only serve as a convener of the panel and as guarantor of the methodology. The content of the discussion and the report is owned by the panel of local experts and does not represent or reflect the view of FES or MISA.

At the end of 2008 the indicators were reviewed, amended and some new ones were added to address the rapid developments in Information Communication Technology².

By the end of 2012 the African Media Barometer had been held in 29 African countries, in some of them already for the fourth time.

Mareike Le Pelley
Head of fesmedia Africa
Friedrich-Ebert-Stiftung
Windhoek
Namibia

Zoe Titus
Regional Director
Media Institute of Southern
Africa (MISA)
Windhoek, Namibia

² Consequently, the comparison of some indicators of previous reports is not applicable (n/a) in some instances in which the indicator is new or has been amended considerably. Furthermore sector scores are not applicable (n/a) as indicators have been moved.



See above 29 AMB Countries (2005-2012)

CONTENT

SUMMARY: 64

SECTOR 1: 69

Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted.

SECTOR 2: 81

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

SECTOR 3: 93

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

SECTOR 4: 105

The media practise high levels of professional standards.

WAY FORWARD: 115

African Media Barometer

COTE D'IVOIRE 2012

Summary

With regards to freedom of expression, the Constitution of Côte d'Ivoire (23 July 2000) takes inspiration from the Universal Declaration of Human Rights (1948) and the African Charter on Human and Peoples' Rights (1981). Law no. 2004-643, which concerns the legal status of the press (December 2004), supports the principles of freedom of expression by protecting the freedom of the press. Côte d'Ivoire has, in recent times, undergone political upheaval, which heavily impacted on the freedom of expression. Given that some organised groups lead physical attacks on people during this period, citizens had every reason to be scared of expressing themselves freely. The situation has improved significantly, even though the employee of an Abidjan radio station was assassinated in May 2011, for what seemed to be political motives.

In principle, Law no. 2004-643 does not allow imprisonment for violations of the press laws. There are, however, exceptions, such as incitement of theft, hate speech, speech that incites social disruption, poses a threat to the integrity of the national territory, etc. These exceptions leave too much leeway for interpretation by the courts.

Côte d'Ivoire has ratified most of the regional and international instruments pertaining to freedom of expression and freedom of the press. Although Law no. 2004-643 requires that some administrative conditions be fulfilled, written publications are not subject to authorisation. This law also stipulates how the journalistic profession is practiced, without, however, imposing measures preventing entry to the profession or its exercise. It furthermore protects sources of information. Côte d'Ivoire's General Civil Service Regulations, require confidentiality from civil servants. As a result, scandals are at times covered up, or public information provided is often selective or partial. Consequently, one can say that access to public information is not easy.

Access to the Internet on the other hand is free and Internet sites appear and disappear without State interference. The press benefits from civil society's support but there are still many challenges to overcome in order to develop a real synergy between the two parties. The media and civil society organisations are involved in the drafting of documents regulating the media. These documents are unfortunately not always implemented. It even happens that documents are modified without consultation.

Generally, the Ivorian media landscape is diversified. There are 150 radio stations, around twenty dailies and forty weeklies. There are no private television channels and some households have satellite dishes in order to capture international channels.

The media is primarily concentrated in the urban areas. Many media entities have seen their equipment destroyed during the pre- and post-electoral crisis, which crippled their operations.

Law no. 2004-463 organises the distribution of newspapers, which is subject to a monopoly held by a private company, Edipresse. This affects the availability of newspapers, especially in the north. Internet is accessible across practically the whole national territory and the costs to access it keep dropping.

There is no legal limit to accessing local or international media. However, the State potentially has the power to impose media restrictions in case of a crisis. The State does not undertake any particular effort in distributing media in rural areas. There is, nevertheless, reason for hope, as discussions with the postal service to improve the situation are under way.

The only national daily published by the state, *Fraternité Matin* is under the direct political influence of the authorities. This has affected readership numbers considerably and in order to boost the newspaper its management had to adjust. The law authorises media concentration. This does seem to rule out a diverse media landscape though. A Fund for the Support and the Development of the Press provides support for the media.

Women are poorly represented in the media. Cultural barriers explain this situation. Generally, matters relating to women are under-represented.

Ethnic, linguistic, religious, and social diversity mostly find expression in audiovisual media. While the written press does cover different social and religious trends, it is restricted to urban communities. There are nonetheless limits to this diversity since topics such as animism and the elderly receive little media coverage in general.

With regards to Information Technologies and Communication, (ITC) a policy regarding plans for its development exists. The Ministries of Posts and Communication and of New Information and Communication Technologies drive these.

Five mobile phone operators share the Ivorian market. The advertising industry is fairly limited in Côte d'Ivoire. At present, the state seems to be playing nice and is allocating publicity without taking into account political affiliations. It does in fact trail the five largest advertisers, which are the five mobile phone companies.

Law no. 2004-644 regulates the broadcast media in Côte d'Ivoire. It is the equivalent of Law no. 2004-643 (which focuses on print media). This law is rather broad except when it comes to the status of television. No private television is in fact permitted to operate at present. Government has eventually accepted the principle of the privatisation of television, which could become a reality in 2012.

The High Authority for Audiovisual Communication (HACA) regulates broadcasters. On the basis of the documents that govern this organ, it is, on the whole, independent. It manages its budget autonomously even though it is put in place by the Ministry of Finance. Its independence, however, is not absolute. To illustrate this point, the HACA during the 2010 elections, decided to place itself under the State's administrative supervision. Today, the HACA governs broadcast media in a transparent manner. Frequencies, for example, are allocated on the basis of calls for tenders.

The board of directors of the public broadcaster media is not independent and certainly not representative. The process of nominating members is lead by the Presidency of the Republic. Hence the board of directors predominantly consists of senior civil servants and members of political parties. The board of directors, in principle, elect the public/State broadcaster's Director General. However, in practice it always is a political choice. Government influences the editorial policy of the public/State broadcaster. The rights and duties of the public/State broadcaster are set by a convention. Its functioning depends on insufficient and not entirely independent funding. Part of it is generated from licence fees, another from the budget and the State, and the public broadcaster covers the remaining funds from advertising and sponsoring revenues. Lack of funds has, as a matter of fact, lead to a drastic cut down in staff.

The public/State broadcaster does not cover the entirety of the national territory. The situation deteriorated with the destruction of power pylons during the electoral crisis in 2011. While the coverage of the national territory used to rank at 80% before the crisis, today it stands at 49% for radio and television. A rehabilitation programme is underway in order to restore these levels. With regards to the content, the state broadcaster relies on quotas in order to ensure diversity. One therefore finds cultural, religious, business etc. programmes. Due to financial constraints, this formula is not always adhered to. Production costs of local programmes are indeed higher than importing soaps, for which sponsoring can be arranged. Major public debates are rare on public channels. Political opinions are, in fact, not really balanced, even though efforts are presently made in order to switch from State to public service broadcasting.

Community broadcasting in Côte d'Ivoire has been the victim of political drifts since its inception in the 90s. As a matter of fact, seven local radios were looted during the electoral crisis. The State makes an effort to ensure the survival of local radios. While the licence fees of these radios amount to 150 000 CFA (€229), the cost for commercial radio stations is a hundred times higher, coming up to 15

million CFA (€229 000). Nonetheless these radio stations have great difficulties to survive.

Under the auspices of the National Union of Journalists of Côte d'Ivoire (UNJCI), Ivorian media professionals have voluntarily drawn up a professional code of ethics in 1992. This effort was prompted by the fact that many journalists flout ethical rules, mostly due to lack of training and partisanship. Four years later the newly established organisation, the Observatory for Press Freedom, Ethics and Deontology (OLPED), has been entrusted with the implementation of the code. Some media have established an internal code (*Fraternité Matin*; RTI, the Ivorian state broadcaster) and have even appointed an ombudsman.

OLPED used to list the media and publish the names of journalists at fault but had to stop this practice due to the fact that it exposed the individuals or entities indicted, to physical assault. One can imagine that the media's repeated shortcomings caused the public to lose confidence in the media. Indeed, between 2001 and 2005 newspaper sales dropped by eight million copies.

While the coverage of religious services still dominates, especially in broadcasting, Ivorian media increasingly conduct investigative journalism. Unfortunately, due to financial constraints, media that make attempts at conducting investigative journalism often end up having to shut down after a certain time.

Ivorian media promote equal opportunities for the country's various social groups. Women, nonetheless, are few in numbers in the media, which is mostly due to social reasons. Indeed, women often find the working hours challenging and difficult to reconcile with family life.

Self-censorship is a widespread practice in Ivorian media. Owners of media bodies, predominantly politicians who pull the strings in the background, blithely trespass on the editorial line. Corruption is equally common and for many journalists constitutes additional revenue if it isn't already their main revenue, given that salaries are very low or sometimes even plain non-existent. Professional journalists earn around 150,000 CFA (€229) a month. Training opportunities for journalists are available. Journalists, however, can only with difficulty cover the training fees and their employers are never too excited to pick up their workload. Associations and media workers' unions are active and have played a significant role in securing the advances made by the media in Côte d'Ivoire.

SECTOR 1:

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

1.1 Freedom of expression, including freedom of the media, is guaranteed in the constitution and supported by other pieces of legislation.

The Republic of Côte d'Ivoire has ratified the Universal Declaration of Human Rights of 1948 and the African Charter on Human and Peoples' Rights Charter of 1981. The Ivorian constitution, dating back to 23 July 2000 clearly guarantees freedom of expression under Article 9, which stipulates that "freedom of thought and expression, particularly the freedom of conscience, religious or philosophical opinion are guaranteed for all on condition that the law, the rights of others, national security and public order are observed" and article 10, which proclaims that "everybody has the right to express and disseminate their ideas freely."

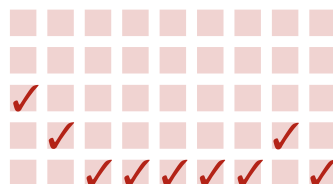
The State oversees the application of these articles and consequently provides its citizens the opportunity to have recourse to the law in case it is flouted.

Furthermore, Law no. 2004-643, voted on in December 2004 and which applies to the print media's legal system, indicates that "the publication of any newspaper or written periodical is allowed" and that "broadcast communication is allowed."

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

4.6 (2009: 4.9)

1.2 The right to freedom of expression is practised and citizens, including journalists, are asserting their rights without fear.

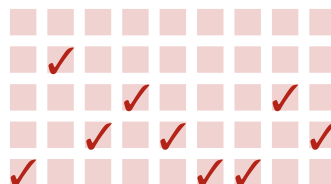
Even though the constitution guarantees freedom of expression, it is not entirely effective for citizens such as journalists. Whether referring to the old or the new regime, the majority of panellists believe that journalists still suffer from "certain fears of reprisals". The pre- and post-electoral period of 2010/2011 was particularly testing for freedom of expression. Citizens in general and the media in particular had every reason to anticipate acts of violence by the Student Federation of Côte d'Ivoire (FESCI), the Young Patriots, the Republican Forces of Côte d'Ivoire (FRCI) and the Dozos. Today these threats express themselves less frequently through physical aggression towards journalists. They persist, however, in newspapers frequently and repeatedly being suspended (the closure of nine newspapers prior to the elections in 2010, for example) or via the 'muscled' visits to newspaper premises (such as during the March 2011 post-election period when the premises of the local newspaper *Notre Choix* were first vandalised, then confiscated for a few weeks). The panellists agreed on the fact that the State did not necessarily sponsor these actions but the state lacks interest in penalising those responsible.

One of the members of the panel pointed out, that following the publication of his article on the 'devaluation of the CFA' in September 2010, Ousmane Sy Savané, journalist and media owner of a newspaper, was imprisoned for two weeks at the House of Arrest and Correction of Abidjan (MACA), before being released upon the Prime Minister's intervention. The same panellist also cited the example of Sylvain Gagneto of Radio Yopougon (Yopougon is neighbourhood in Abidjan), who was assassinated in May 2011, apparently for political reasons. Another panellist added that today, still, certain journalists who work for public media can have their salaries suspended and that other colleagues were still in exile.

Scores:

Individual scores:

- | | |
|----------|---|
| 1 | Country does not meet indicator |
| 2 | Country meets only a few aspects of indicator |
| 3 | Country meets some aspects of indicator |
| 4 | Country meets most aspects of indicator |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator |



Average score:

2.9 (2009: 3.0)

1.3 There are no laws or parts of laws restricting freedom of expression such as excessive official secrets or libel acts, or laws that unreasonably interfere with the responsibilities of media.

Article 68 of Law no. 2004-643, pertaining to the media, “rules out imprisonment for media offenses”. Media offences are seen to be: offenses against law and order, offenses against people and goods, offenses against the Head of State and foreign diplomats, publishing banned publications and offenses against institutions and their members.

Meanwhile, article 69 of this law passed in 2004 prescribes that articles 174 and 175 of the penal code make provision to sanction “anyone who through media:

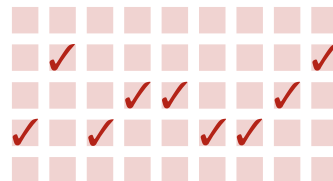
- incites to theft and plundering, beatings and wilful injuries and murder, to fires and the destruction by whatever means of public and private property, to all forms of physical and psychological violence committed towards people as well as their property or condones such crimes and offences;
- incites xenophobia, tribal violence, religious hatred, racial hatred and hate in any form;
- denies war crimes or collaborates with the enemy
- incites the military and armed forces to insubordination and rebellion;
- threatens the integrity of the national territory, internal and external security of the State.”

Overall, the panellists believe that Law no. 2004-653 of December 2004 is “a law of quality” given that it ensures the decriminalisation of media offenses. Certain articles of the Penal Code, however, open a gap for magistrates to interpret and condemn journalists, particularly for matters relating to national security. Even if, for example, information is accurate and can affect national defence, the author of such information can be punished. A panellist gave the example of a journalist who was arrested for stolen goods on the basis of the Penal Code because he made deliberations held by the Constitutional Council public before their publication.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

3.2 (2009: 4.3)

1.4 The Government makes every effort to honour regional and international instruments on freedom of expression and freedom of the media.

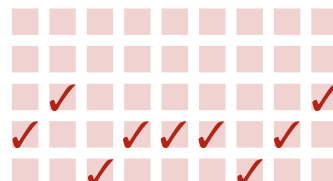
Côte d'Ivoire ratified the majority of regional and international instruments, such as the African Charter, the Universal Declaration of Human Rights, the International Pact and Treaty of the ECOWAS (1975) and the government does not interfere with their application.

The country is also signatory to the Declaration of Principles on Freedom of Expression of 2002, which mandates that all restrictions of freedom of expression have to be imposed by law, ought to serve a legitimate interest and have to be necessary in a democratic society.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

4.0 (2009: 4.6)

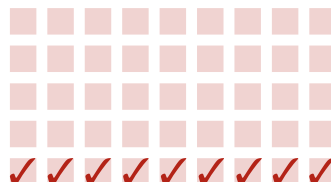
1.5 Print publications are not required to obtain permission to publish from state authorities.

No prior permission by the authorities is required for publishing seeing that the first article of the 2004 laws stipulates that the “publication of any newspaper or written periodical is allowed, under the compliance of the terms and conditions prescribed under article 6”, which require a simple preliminary declaration of publication to be obtained from the Office of the Attorney General of the Republic, which validates the legal status of the media entity and reports on certain administrative information regarding the managing editor (filiation, criminal record, letter of commitment to the interprofessional collective bargaining agreement).

Scores:

Individual scores:

- | | |
|--|--|
| <div style="background-color: #c00000; color: white; padding: 2px 5px; display: inline-block;">1</div> Country does not meet indicator | |
| <div style="background-color: #c00000; color: white; padding: 2px 5px; display: inline-block;">2</div> Country meets only a few aspects of indicator | |
| <div style="background-color: #c00000; color: white; padding: 2px 5px; display: inline-block;">3</div> Country meets some aspects of indicator | |
| <div style="background-color: #c00000; color: white; padding: 2px 5px; display: inline-block;">4</div> Country meets most aspects of indicator | |
| <div style="background-color: #c00000; color: white; padding: 2px 5px; display: inline-block;">5</div> Country meets all aspects of the indicator | |



Average score:

5.0 (2009: 5.0)

1.6 Entry into and practice of the journalistic profession is not restricted by law.

Up until 1991, the media was at the intersection of political and economic law. Numerous slip-ups and serious mistakes journalists made, led the profession to question the qualification and training of media professionals and to make an attempt at improving the quality and ethics of publications.

Law no. 2004-643, which concerns the legal status of the press, clearly defines the entry into the profession for a professional journalist under article 23:

As of Title IV “is a *professional* journalist, under the conditions foreseen by the present law every natural person:

- holding a third-level degree issued by a journalism school, failing that, a higher education degree coupled with two years’ vocational training or failing that, a master’s degree in higher education or an equivalent degree, paired with one year vocational training provided

- in an accredited journalism school or recognised by the State or a one-year professional internship;
- researching, gathering, utilising and presenting information as their main, regular and remunerated occupation."

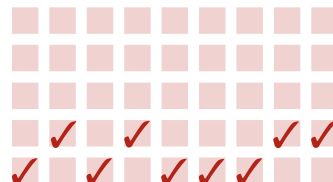
On fulfilment of these conditions, a journalist is issued a press card, which supports him/her in his/her practice.

One of the panellists, however, underlines that no law infringes on the right of an individual to work as a *non-professional* journalist since article 17 of the Constitution gives citizens the right to choose their profession but he admits that these working conditions are bound to be harsher (less or no remuneration, no access to big events...) than practising journalism with a professional press card.

Scores:

Individual scores:

- | | |
|----------|---|
| 1 | Country does not meet indicator |
| 2 | Country meets only a few aspects of indicator |
| 3 | Country meets some aspects of indicator |
| 4 | Country meets most aspects of indicator |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator |



Average score:

4.6 (2009: 5.0)

1.7 Confidential sources of information are protected by law and/or the courts.

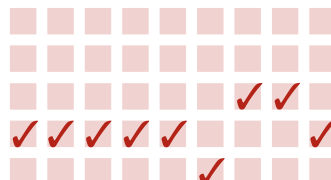
In line with the principles of the professional journalists' Code of Ethics, which was adopted on 29 August 1992 and initiated by the UNJCI (Côte d'Ivoire National Union of Journalists) and the Collective Bargaining Agreement, Law no. 2004-643 in article 28 stipulates that "apart from the cases where the law imposes it, professional journalists are not under the obligation to disclose their sources of information."

The panellists hence believe that the law protects journalists and that since the case of the journalist Diégou Bailly (who, while protecting the source of a cartoon, was found guilty by the courts) they are not aware of penalties imposed on a journalist for refusing to disclose information.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

3.9 (2009: 3.4)

1.8 Public information is easily accessible, guaranteed by law, to all citizens.

The preamble of the Constitution guarantees access to public information since it upholds the separation of powers and “transparency in the way public affairs are conducted.” Moreover, development partners have worked hard to improve the general public’s access to public information.

The panellists took note of the fact that the citizen journalist just like the citizen, in effect, does not really have the skill to access such information. Most of the time, a citizen would not know where to obtain this information.

The members of the panel gather that the General Civil Service Regulations, which impose a duty of confidentiality, have always contributed to the cover-up of big scandals or public events that inconvenienced the authorities. The panellists recalled the hostage-taking of a minister between 1987 and 1988 – a story that received no coverage at all until the day of his release – or another point in case, the embarrassing toxic waste scandal (2009) partly suppressed in the public media.

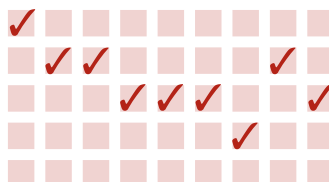
The waste had arrived on board of a boat in the harbour of Abidjan and when the scandal broke, public media were rather restrained in their approach.

As to general, public information: it is selective and partial. To make a case in point, the panellists made reference to the coverage of the public service strikes. Public media tend to put forward the point of view of the administration to the detriment of the strikers’ position. Similarly, the panel underlined the fact that the Ministry of Economy and Finance communicates its provisional budget but never circulates its annual balance sheets in the public media.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

2.6 (2009: 2.3)

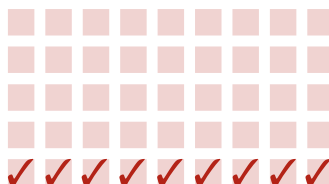
1.9 Websites and blogs are not required to register with or obtain permission from state authorities.

Côte d'Ivoire's law does not require any preliminary permission for launching a website or blog. Everybody can create a website or blog.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

5.0 (2009: 5.0)

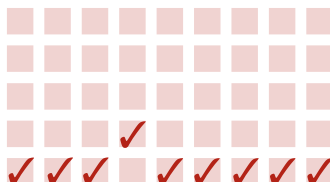
1.10 The State does not seek to block or filter Internet content unless laws provide for restrictions that serve a legitimate interest and are necessary in a democratic society.

The panellists agreed that: "it is far easier to open an Internet site than to establish a newspaper in Côte d'Ivoire!" The State does not interfere illegally in this area and according to the panel, to this day, no website has been shut down.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

4.9 (2009 = 4.9)

1.11 Civil society in general and media lobby groups actively advance the cause of media freedom.

Only a few media pressure groups exist in Côte d'Ivoire – among the most important is the GEPCI (Association of Newspaper Publishers of Côte d'Ivoire). Usually, they support legal cases involving the media but the panel reckons that it is premature to speak of 'synergy'.

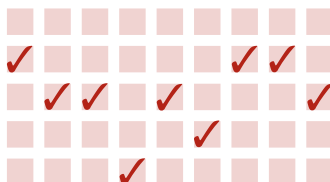
With regards to civil society, it supports the cause of freedom of the press – conscious of the defense of its own interest – but it still hesitates to position itself in a proactive manner, which at times, turns to indifference.

The members of the panel thus strive towards greater synergy between civil society, pressure groups and victims of the media.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

3.0 (2009 = 1.8)

1.12 Media legislation evolves from meaningful consultations among state institutions, citizens and interest groups.

From the 90s on, institutions, citizens and interest groups worked together, making a concerted effort to formulate harmonious and efficient media laws. At this time, the different actors established the Code of Ethics for professional journalism (1992) and founded the Observatory of the Press, Ethics and Deontology (body which regulates the application of the Code established in 1992). In 2004, the legislation of Law no. 2004-643 was adopted following exemplary consultations between the institutions and the media interest groups. Thus, the panellists regard this law as the latest successful example of indepth discussions and preparations between the distinctive role-players.

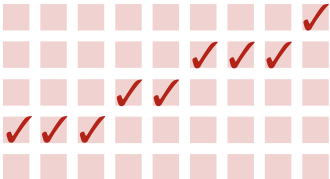
However, there are difficulties still today, in applying the Collective Bargaining Agreement of February 2008, which had been initiated by the unions and management under the auspices of the UNJCI (Côte d'Ivoire National Union of Journalists).

Recently, the directive of the CNP (National Council of the Press) modified its statute/statutes without involving journalists. Two changes were made: the cut back of the post of one advisor reducing their number to 11 instead of 12, and the transformation of their status from permanent members to non-permanent members. Certain members of the panel consider that this change in regulation bears heavy consequences as the mobility of the members can weaken the functioning of the body. In principle, and out of interest, journalists would have liked to be consulted regarding this modification.

Scores:

Individual scores:

- 1 Country does not meet indicator
- 2 Country meets only a few aspects of indicator
- 3 Country meets some aspects of indicator
- 4 Country meets most aspects of indicator
- 5 Country meets all aspects of the indicator



Average score:

2.8 (2009: 4.9)

Average score for sector 1:

3.8 (2009: 4.1)*

* The indicators were reviewed, changed and shifted in 2008/2009. Therefore the scores of some indicators and sector scores are not comparable to scores of previous AMBs.

SECTOR 2:

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

2.1 A wide range of sources of information (print, broadcasting, internet, mobile phones) is accessible and affordable to citizens.

Côte d'Ivoire's media landscape offers a rich array, in its extent as much as its diversity. There are a total of 150 community radio stations, one national radio station and two private ones (JamFM and Nostalgie), as well as a few international radio stations (BBC, RFI) for a population of about 22 million inhabitants. Print media lists 21 dailies and around 40 weeklies. The airwaves offer two national channels, RTI and TV2, but a growing number of households is busy acquiring satellite dishes, thus accessing various international bouquets.

The media obviously remain more available in urban than in rural areas. During the time of the electoral crisis in 2011, broadcasting suffered numerous material losses. The nation-wide radio and TV coverage declined from 75-80% before the crisis to 30-40% after the crisis, leaving various regions literally disconnected. Efforts are currently underway to restore the national network but this will take some time.

At present, the Internet is considerably democratised in the cities. It costs 100 CFA for 30 minutes in an Internet café (approximately €0.15) and a monthly subscription amounts to 19,000 CFA (€29). An individual laptop Internet stick costs between 1,000 and 2,000 CFA (around €1.50 and €3). In rural areas, Internet access, when available at all, is restricted to certain public places such as hospitals. These kinds of arrangements limit the access times for the public, who are only able to connect late in the day.

Legal requirements for the distribution of the Ivorian print media, as set down through Law no. 2004-643 prohibit the informal distribution of newspapers. *Edipresse*, a private company, is the exclusive distributor for newspapers in Côte d'Ivoire. According to the panellists, this situation affects the expansion of national distribution negatively. The panel made it known that a study by the GEPCI (Association of Newspaper Publishers of Côte d'Ivoire) is being conducted.

In addition to the legal obstacles posed to distribution, the quality of the road network in certain parts of the country (such as the mountainous areas) represents an additional, significant challenge. The panellists describe how the delays in the delivery of newspapers in the prefecture of Nassian (north of the country) have

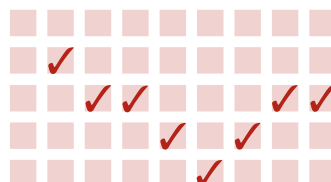
systematically increased and that it is not uncommon for newspapers not getting delivered in the Koroko at all.

An Ivorian newspaper, on average, costs 200 CFA (about €0.30), which is not high compared to the cost of production and distribution but it remains out of reach for the most disadvantaged. The index-linked guaranteed minimum wage (SMIC) currently rates around 36,000 CFA (€55) for about 40 to 48 working hours a week. A study conducted between 2008 and 2009, which was commissioned by the Ministry of Planning and Development revealed that 48% of the population lived below the poverty line, on 645 CFA (about €1) a day.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

3.4 (2009: 5.0)*

2.2 Citizens' access to domestic and international media sources is not restricted by state authorities.

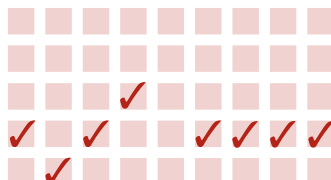
If no law prevents citizens from accessing international media, the panellists consider that public authorities have the potential to restrict this access in case of a national crisis situation as it was the case during the crisis in 2011 during which RFI (Radio France Internationale), France 24 and TV5 broadcasts were limited. The CNCA (National Council of Audiovisual Communication), which recently became the HACA (High Authority on Audiovisual Communication), can suspend a programme or issue a financial sanction as a fine issued to RFI for disclosing certain information that went against the *Cahiers des Charges* (terms and regulations).

* Indicators 2.1 - 2.4 were scored by only eight panellists instead of nine.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

4.0 (2009: 4.5)

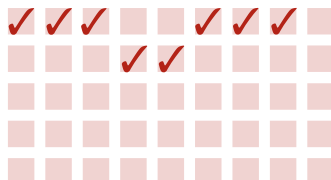
2.3 Efforts are undertaken to increase the scope of circulation of the print media, particularly to rural communities.

The panel is of the unanimous position that no real efforts are undertaken to increase the print media's presence in rural Ivorian communities. The State grants no subsidy for distribution. Nonetheless, a panellist revealed that discussions with the postal services were underway and that these could lead to an improvement of the print media's distribution services.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

1.3 (2009: 1.0)

2.4 The editorial independence of print media published by a public authority is protected adequately against undue political interference.

Fraternité Matin is the only state-owned daily. Its first edition goes back to 9 December 1964 and the newspaper has known much political interference during the course of its publishing experience. In its early days, the first president of the Republic of Côte d'Ivoire, Houphouët Boigny, would dictate the newspaper's entire editorial line. More recently, during the last presidential elections, public authorities quickly seized the daily as a propaganda tool. The panellists outlined how during the first round, the editorial office conducted itself fairly professionally but from the second round on, all these efforts came to an end.

One of the panellists was quick to point out: "I don't see anything surprising in a State deciding on the editorial line of the paper it is the owner of!"

This approach did apparently not please readers, who seem to have boycotted the newspaper – sales of the daily dramatically declined and the editorial team was forced to re-organise and re-launch the *Fraternité Matin* between 2000 and 2001 under the slogan "Neither neutral, nor partisan".

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	✓	✓	✓	✓				✓		
2	Country meets only a few aspects of indicator					✓	✓		✓		
3	Country meets some aspects of indicator										
4	Country meets most aspects of indicator										
5	Country meets all aspects of the indicator										

Average score:

1.4 (2009: 3.2)

2.5 Adequate competition legislation/regulation seeks to prevent media concentration and monopolies.

Ivorian legislation makes no regulatory provision to limit or prevent the concentration of media ownership and monopolies. It even allows for a media company to publish as many titles as it wishes as long as it respects Law no. 2004-463, which states that "the publication of all newspapers and periodicals is allowed, as long as it abides by the conditions outlined in Article 6": namely the classic administrative procedure declaration with the Attorney General.

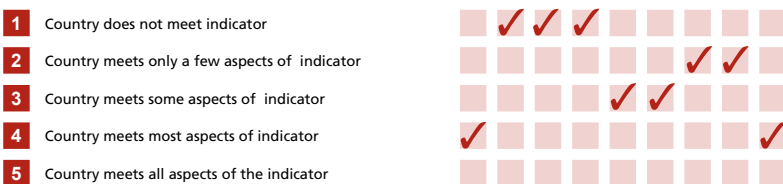
Members of the panel explain that only a few large media groups exist in Côte d'Ivoire, such as the *Groupe Olympe*, which owns three newspapers, *Inter*, *Soir Info*, *Star Magazine*, and the Cyclone Group, which also publishes three newspapers.

As for the broadcast media, private televisions are not to be found among the conventional airwaves. They are only accessible via satellite.

The State therefore has no legal monopoly but in actual fact, it owns various media.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.3 (2009: 1.5)

2.6 Government promotes a diverse media landscape with economically sustainable and independent media outlets.

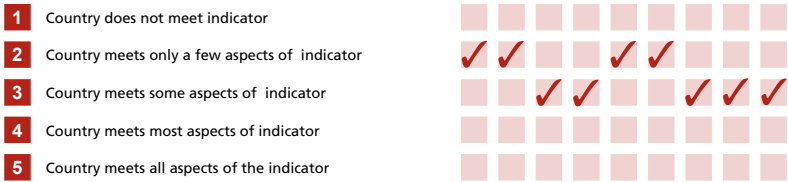
The panel recognises that the law on communication favours a diversified media landscape since it stipulates broadcasting to be based on calls for tender and that it promotes the “pluralism of socio-cultural currents of thoughts”. The panel’s opinions, however, remain divided on the State’s ‘active and voluntary action’ regarding the continued economic existence of the press.

Some consider that the introduction of the system of ‘differentiated’ licence fees is an example of active and voluntary action from the side of the State. As a result, community radio stations are exempted from licence fees, whereas commercial radios (RFI, BBC) get taxed.

The Ivorian government equally applies the *Florence Agreement* on the Importation of Educational, Scientific and Cultural Materials, which means the press does not need to pay custom duties nor import duties on the cost of paper. The GEPCI (Association of Newspaper Publishers of Côte d'Ivoire) has been

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.6 (2009: 4.4)

2.8 All media fairly reflect the voices of society in its ethnic, linguistic, religious, political and social diversity.

Côte d'Ivoire's ethnical, linguistic, religious, political and social diversity is represented in the public radio and television programming. Since their explosion in the 90s, community radio and local radio stations have truly contributed to establishing a balance to this heterogeneity. Their broadcasts, while not exhaustive, offer a close reflection of Ivorian regional diversity. They are generally aired in local languages and deal with community issues.

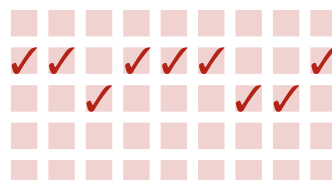
Print media, as for example the newspaper *La Nouvelle*, covers the main religious streams, Muslim, Protestant as well as Catholic, even though certain minorities such as the animists don't really feature in the Ivorian media landscape. The panel drew attention to the growing and worrying imbalance between regional print media and the predominance of urban community newspapers.

The panellists admitted that the bulk of Ivorian media, in the tight grip of the market, are mostly aimed at the active population and very little at the elderly. On the same note, the media are lacking in originality and do not always push sufficiently when it comes to researching information. It needs to be said that regional stories have serious financial implications, which limit these kinds of reports. Indeed, it frequently happens that crews sent to cover important news beyond the main centres, take the opportunity to film other reports in that region, in order to cut their costs.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

2.3 (2009: 3.4)

2.9 The country has a coherent ICT policy or the government implements promotional measures, which aim to meet the information needs of all citizens, including marginalised communities.

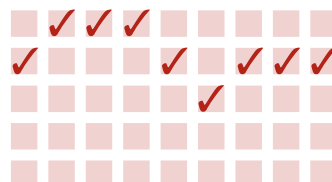
The Ivorian government has a Ministry of Post and Information Communication Technology and legislation on ICTs. The Minister, like in all other sectors, has to present policies and actions to have these implemented. The most recent measure announced, foresees provisions to stabilise Internet costs. The average price for one hour's Internet access in Abidjan comes to 200 CFA (€0.30), at present and Internet cafés are widespread. Rural areas, however, are not that fortunate: there are still many places in the north of the country where the Internet is not accessible.

Five mobile phone operators share Côte d'Ivoire's market. They also sell Internet sticks, which are still a bit expensive but allow for individual access.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

1.8 (2009: 3.1)

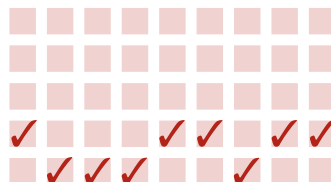
2.10 Government does not use its power over the placement of advertisements as a means to interfere with editorial content.

In 1998, the advertising market was worth 4 billion CFA (about €6,106 870) at present it has reached 6 billion (€9.1 million). For private advertisement, an advertisement contract with any media depends on the latter's sales capacity. As to State advertisement, the panel is unanimous: the State does not in any way benefit from its power of allocating advertising contracts in order to apply pressure on editorial content. The panellists in fact pointed out that State adverts were also run in opposition newspapers. This assessment was quite different previously and the panel welcomed these developments, considering it as very positive.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

4.4 (2009: 4.8)

2.11 The advertising market is large enough to support a diversity of media outlets.

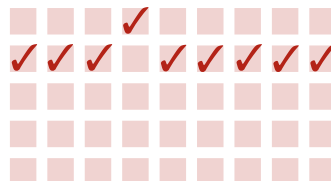
Generally, a newspaper reserves 40% advertising space proportionally to 60% of editorial space. Sales remain the main source of revenue for media houses except for *Fraternité Matin*, which dedicates a very significant part of its space to legal advertisements. The governing body of this sector is the High Council on Advertising.

The biggest advertisers are the five companies that divide the mobile phone market amongst each other, including Orange and MTN. The State trails far behind these private companies on this market.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

2.9 (2009: 2.9)

Average score for sector 2:

2.8 (2009: 3.4)*

* The indicators were reviewed, changed and shifted in 2008/2009. Therefore the scores of some indicators and sector scores are not comparable to scores of previous AMBs.

SECTOR 3:

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

3.1 Broadcasting legislation has been passed and is implemented that provides for a conducive environment for public, commercial and community broadcasting.

Whereby Law no. 2004-643 stipulates the legal regime applicable to print media, Law no. 2004-644, the 'legal twin sister', regulates the broadcasting sector. This law aims at furthering an enabling environment beneficial to the latter. It accounts for State concessions and legitimises the role of the CNCA (National Council for Audiovisual Communication).

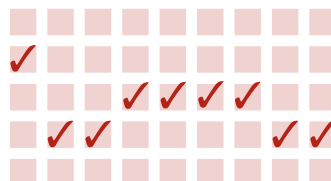
The panellists are of the opinion that this law is progressive and that it does not cause problems in principle, except for the status of televisions, which deprives Côte d'Ivoire of private television.

Plenty of studies and consultations have looked into the problem of liberalising television since 2006 and the government has finally accepted to open the market to private owners. This decision remains to be put into place (expected before July 2012).

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

3.3 (2009: 4.9)

3.2 Broadcasting is regulated by an independent body adequately protected by law against interference whose board is appointed - in an open way - involving civil society and not dominated by any particular political party.

The Ivorian regulator for broadcast media is the CNCA (National Council for Audiovisual Communication), recently renamed HACA (High Authority for Audiovisual Communication). Provided that the conditions for its functioning are respected, the body is independent and protected by Law no. 2004-644, which has legal jurisdiction over communication and the broadcasting sector (Articles 27 and 44). Half of the office consists of nominated State representatives one person representing the President of the Republic, one the National Assembly, one the Minister of Communications) respectively. The other half of the representatives is drawn from professional organisations and associations. Members fulfil their duties for three years, with an option to extend, and the representative of the President of the Republic automatically takes on the function of the President of the HACA.

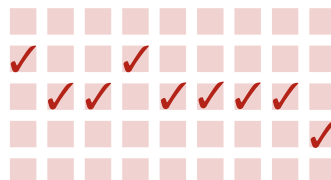
The HACA's budget comes through the Ministry of Finance but is managed autonomously. The Court of Auditors reviews the accounts without management controller but through a public accountant. The panel regrets that when the CNCA changed into the HACA, it was decided that the public accounting officer was to be replaced by a budget controller.

The panellists concluded that while a body protected by the law against state interference regulated the broadcasting sector, they had to admit that it does not possess absolute independence. They do, in fact, recall how during the elections, the CNCA decided to place itself under the legal authority of the public service. They add that this body generally does consult civil society and professional associations.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

2.9 (2009: 4.4)

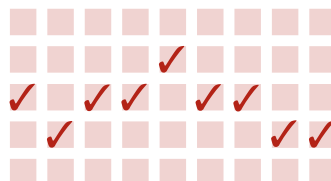
3.3 The body, which regulates broadcasting services and licences, does so in the public interest and ensures fairness and a diversity of views broadly representing society at large.

The HACA (High Authority for Audiovisual Communication) launches a call for offers to use frequencies, before an advisory body deliberates and issues recommendations. The HACA subsequently grants the licences. An individual cannot request a frequency in his/her name – only an association can make such a request. According to the panellists, this system ensures a degree of fairness.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

3.2 (2009: 3.5)

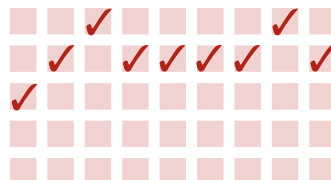
3.4 The state/public broadcaster is accountable to the public through a board representative of society at large and selected in an independent, open and transparent manner.

Past and present administrative councils have never been representative of society as a whole. The nomination of the Ivorian state broadcaster RTI's (*Radiodiffusion Télévision Ivoirienne*) administrative council is in fact a process entirely driven by the President of the Republic. The council consists of 12 members drawn from the office of the President of the Republic, the Prime Minister and various line ministries. The President's representative is elected President of the Council. The administrative Council nominates the Council's director general, in practise, but in actual fact, it still always is a political choice.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

1.9 (2009: 1.8)

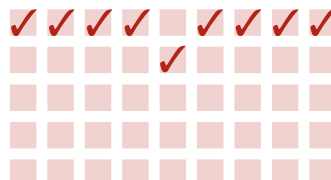
3.5 Office bearers with the state and political parties as well as those with a financial interest in the broadcasting industry are excluded from possible membership on the board of the State/public broadcaster.

Members of the public broadcaster's administrative council, in most instances, do not have financial interests in the broadcasting sector. The majority of the council, however, consists of senior civil servants and members of political parties.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

1.1 (2009: 1.6)

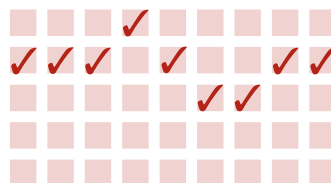
3.6 The editorial independence of the state/public broadcaster from political influence is guaranteed by law and practiced.

Under the specific law of 2004, the public broadcaster's editorial independence is guaranteed under (articles 4, 5, 6), but the panel reckons that it is not applied. The public broadcaster's rights and duties are set down in the *Cahier des Charges* (specifications), attached to each operating agreement, approved by the State and the broadcaster. Cases of political interference are the norm even though the problem is barely addressed publicly.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

2.1 (2009: 2.6)

3.7 The state/public broadcaster is adequately funded in a manner that protects it from arbitrary interference through its budget and from all commercial pressure.

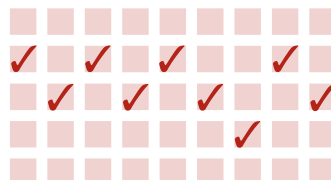
Funding for the public broadcaster is to one part derived from licensing fees, which amount to 300 million CFA a month (about €458,015 which correspond to the payroll). They are directly transferred to the RTI. Another part comes from a State budget, which the Ministry of Economy and Finance decide on. The rest of the funding results from advertising shares.

According to the panellists, no transparency on the revenues of the RTI exists, the personnel, however, has suffered strong staff reductions (from 800 to 324 employees). One of the panellists comments that in order to survive the RTI will "have to earn advertisement market shares, especially in the face of looming privatisation." Consequently, even for educational programmes or on human rights, the channel already relies more and more on sponsored content.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

2.7 (2009: 3.4)

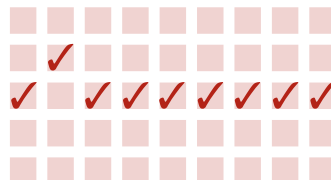
3.8 The state/public broadcaster is technically accessible in the entire country.

Radio and television coverage (which operate on the same type of transmitters) stood at 80% before the political crisis in 2011, notably due to relay transmitters, to be found in all provinces. Unfortunately, numerous power pylons were damaged during the crisis, bringing coverage down to 49%. In February 2012, the State launched a large programme of national rehabilitation. It will, however, take a certain time before optimale coverage will be reached again in Côte d'Ivoire.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

2.9 (2009: 2.9)

3.9 The state/public broadcaster offers diverse programming formats for all interests.

In its Cahier des Charges (contract specifications), RTI introduced a quota system to ensure variety of programmes. This approach has made it significantly easier to maintain diversity. Weekly programming is divided into seven periods of 24 hours and affects the programmes based on a percentage per cluster. The channel offers cultural programmes, comedies, music, and soaps. Up to now, RTI has primarily bought foreign productions as they cost less (for example Turkish soaps).

The panel, however, believes that it has been broadcasting more and more regional reports on the region or farmers. The information is even broadcasted in national languages.

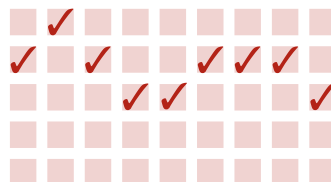
Unfortunately, it is rather common that RTI, under certain financial pressures and pressures by the ratings, sacrifices the programme clusters and quota system outlined by the programming specifications. Hence certain programmes are interrupted or can disappear due to budget constraints.

Moreover, the national channel practically never offers major debates on national problems or questions of public interest. The panel, for example, remarked that the channel has never initiated any debate when schools were closed. It also recalls that religious programmes and programmes on women feature less.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

2.2 (2009: 2.1)

3.10 The state/public broadcaster offers balanced and fair information in news and current affairs, reflecting the full spectrum of diverse views and opinions.

The panel clearly disagrees on this matter. Some feel that in the last few years the RTI has constantly been used for the benefit of the socio-political status quo and that this habit has not changed. A panellist underlined that opinions between the State and citizen are far from being “equitably represented”. He adds that during each conflict the version the State put forward has always been favoured and that since the arrival of the new government the variety of points of view on the RTI have not fundamentally increased.

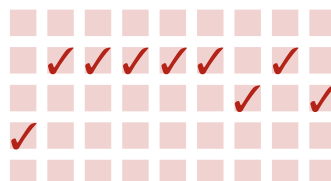
Other panellists, however, challenge this assessment: for them, this description applies to a different time and they assure that a progressive transformation towards a more effective representation of all different social categories is underway. They mention for instance Voxpops, popularising the voices in the street. Furthermore the broadcasting of extreme scenes such as the arrest of an advocate by DST (Ivorian security police) during a demonstration would not have featured as part of the state broadcaster’s programming before.

The majority of the panel nonetheless reckons that even if RTI has considerably ‘loosened their grip’ of late, the channel still has not reached the level of a public service and maintains the image of a state television. The gradual shift seems more likely to be in response to the impending privatisation which, it is true, will create new competition for the channel.

Scores:

Individual scores:

- | | |
|----------|---|
| 1 | Country does not meet indicator |
| 2 | Country meets only a few aspects of indicator |
| 3 | Country meets some aspects of indicator |
| 4 | Country meets most aspects of indicator |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator |



Average score:

2.4 (2009: 1.9)

3.11 The state/public broadcaster offers as much diverse and creative local content as economically achievable.

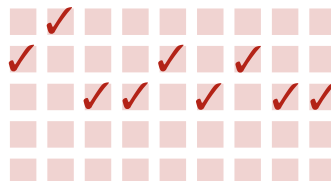
Local content in Ivorian public media is having difficulty in trying to establish itself and maintain its position. Although there are a few special local pages on national radio and television, such as “*Connais-tu mon beau pays ?*”, local content in public media remains an area of need and a weakness. The technology is weak and human resources in the regions are limited. Most of the time, the Ivorian News Agency (AIP) is a pool for local journalists but ‘correspondants’ are few in numbers. These reports are often conducted thanks to external funders such as the GIZ (German Agency for International Cooperation), VVF, the Francophonie or the Friedrich Ebert Foundation.

One of the panellists, however, reported that an agreement for a project between AIP (Agence Ivoirienne de Presse/Ivorian News Agency) and RTI that would entail picking up information beyond the urban areas, is currently under discussion. This project, should it come about, would be a significant development for regional information.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

2.4 (2009: 2.0)

3.12 Community broadcasting enjoys special promotion by the government given its potential to broaden access by communities to the airwaves.

Community radio stations in Côte d'Ivoire legally referred to as 'private non commercial radios', appeared in the 1990s, thanks to massive investments by the World Bank. Unfortunately, from inception, they became the targets of political and economic excesses. Seven community radio stations were vandalised and used as pirate radio stations during the post election crisis. With time, certain operators came to use local broadcasters as commercial radios. The current *Cahier des Charges* (contract specifications), which were specifically drawn up for these

radios, even had to limit advertising to 20% of the maximum revenues in order to re-establish the initial mandate of local radios.

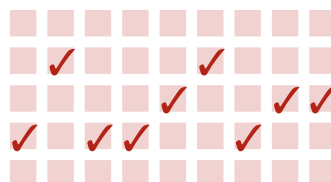
Most of the panellists deem that the State does make efforts given that it has established particular conditions for this type of radio. It hence exempts them from licence fees: while a normal radio station pays 15 million CFA (€22,900) a year, community radios pay the State a symbolic amount of 150,000 CFA (about €229).

At present, even though community radios are organised (a Community) Radio Union of Côte d'Ivoire's exist), legally recognised and supported by the State, they still struggle to cover their costs (the problem notably applies to paying staff).

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

3.2 (2009: 3.9)

Average score for sector 3:

2.5 (2009: 2.9)*

* The indicators were reviewed, changed and shifted in 2008/2009. Therefore the sector scores are not comparable to scores of previous AMBs.

SECTOR 4:

The media practice high levels of professional standards.

The media practice high levels of professional standards.

4.1 The media follow voluntary codes of professional standards, which are enforced by self-regulatory bodies that deal with complaints from the public.

Following the initiative of the National Union of Journalists of Côte d'Ivoire (UNJCI), players in the media industry publish a Code of Ethics for journalists on 29 August 1992. This code was established in response to recurrent abuses occurring at that time, abuses that were closely connected to the vast amount of politicised newspapers and unqualified journalists on the market (between 1990 and 1996, 7000 cases of ethical breaches were counted and 500 cases of public complaints).

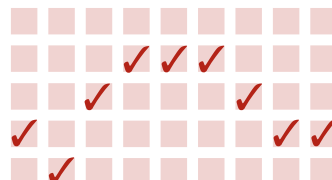
This code was strengthened in 1995 through the introduction of OLPED (Observatory for Press Freedom, Ethics and Deontology), a self-regulating body. For each case tackled, OLPED is to publish rulings and to give the right to respond in accordance with the law. In case of repeated mistakes, journalists can be sanctioned, which can go as far as being stripped of their press cards. Up until 2002, OLPED used to publish its rulings but with the outbreak of rebellion that same year, the Observatory abstained from publishing its rulings, as this would have risked exposing journalists and the incriminated bodies to all sorts of aggression. In order to address matters of employment contracts, sources and the protection of journalists, the Code of Ethics was revised on 23 February 2012.

Certain media have also adopted an internal code of ethics, such as *Fraternité Matin's* code of honour in 2002 – at a time when the newspaper recorded a record loss in circulation from 120,000 down to 12,500. RTI also has an internal code, which foresees a mediator representing the public in order to ensure greater readability (based on the model applied by the big French channels *France 2* and *France 3*). In 2003, *Fraternité Matin* attempted to draw up a journalistic code of conduct but the editorial office at the time was too unstable to endorse the initiative, which hence has not been implemented.

Scores:

Individual scores:

- 1 Country does not meet indicator
- 2 Country meets only a few aspects of indicator
- 3 Country meets some aspects of indicator
- 4 Country meets most aspects of indicator
- 5 Country meets all aspects of the indicator



Average score:

3.2 (2009: 2.4)

4.2 The standard of reporting follows the basic principles of accuracy and fairness.

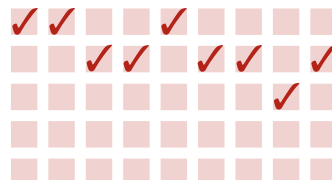
The way information has been handled in Côte d'Ivoire has always been accused of manipulation. The panel considers that most violations against criteria of accuracy and impartiality are linked to political influence. A study undertaken by OLPED in 2010, between 15 October and 30 November, during the elections, recorded 159 offences of incitement of which 127 were cases of manipulation. The final classification of the study placed *Fraternité Matin* in the leading position of the most impartial newspapers in Côte d'Ivoire. Another manipulation phenomenon: misleading reporting. During the first trimester of 2012, *Info Soir* appears to have published 80% of fictitious articles! It also seems to happen that newspapers sometimes publish backdated news.

The panel believes that the public does not really have faith in the media. To illustrate this point, one of the panellists highlighted that between 2001 and 2005 newspaper sales dropped by eight million. The panel points out that up to present, no satisfactory statistical study has been conducted.

Scores:

Individual scores:

- 1 Country does not meet indicator
- 2 Country meets only a few aspects of indicator
- 3 Country meets some aspects of indicator
- 4 Country meets most aspects of indicator
- 5 Country meets all aspects of the indicator



Average score:

1.8 (2009: 1.9)

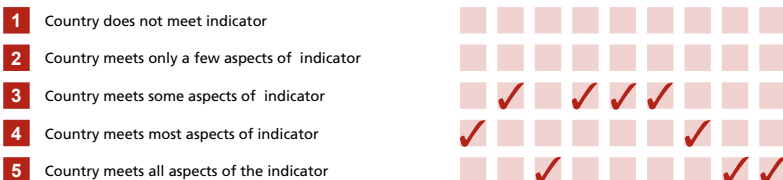
4.3 The media cover the full spectrum of events, issues and cultures, including business/economics, cultural, local and investigative stories.

Generally speaking the panel deems that print media and the broadcasting sector offer something for everybody. Specialised Ivorian newspapers (business, news, sports) keep proliferating.

Even though the coverage of religious services still dominates in the broadcasting sector, one can point out that investigative topics are indeed represented across the spectrum of Ivorian media. This kind of article is in fact rewarded with the Ebony prize. Launched in early 2012 *L'éléphant Déchainé* is a recent, accomplished example of an Ivorian investigative newspaper. It was launched in January 2012 and one waits to see if it will continue as, sadly, only few of the new titles survive the market. They often discontinue their publication after just a few months due to financial pressures in some cases the standard also quickly drops, as in the case of *Nord/Sud*.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.9 (2009: 4.4)

4.4. Equal opportunities regardless of race or ethnicity, social group, gender/sex, religion, disabilities and age are promoted in media houses.

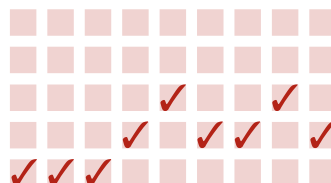
Ivorian media bodies promote equal opportunities; all ethnic, religious and racial groups, people living with disabilities are represented. Women in positions of responsibility are few in numbers but this is not the reflection of sexist attitudes. Once they have a qualification, they often prefer taking up positions, for example in the field of communication, that are financially better rewarded than those in the media sector.

Furthermore, working conditions in the media sector do not necessarily correspond to women's expectations (working hours are barely compatible with the role women fulfil within their families in Côte d'Ivoire).

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

4.1 (2009: 4.3)

4.5 Journalists and editors do not practice self-censorship.

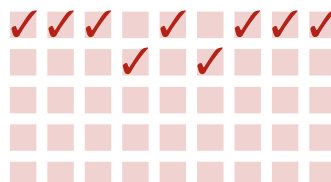
Self-censorship is a reality that applies to all Ivorian newspapers. A panellist explains that one day a journalist will be rewarded for his boldness by being told by his editorial office that: "in principle you are right, but in my position as managing editor, I cannot publish this!" It is hence common practise to 'please the owners.'

In publications that are more directly affiliated to politics, journalists are biased before they are journalists and political obedience prevails.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

1.2 (2009: 1.6)

4.6 Owners of established mainstream private media do not interfere with editorial independence.

Private media owners have direct influence on editorial content. They control the political and economic aspect of their product even if they generally downplay this fact and editorial independence is very restricted.

The Ivorian journalist Ibrahima Sy Savané, has since 1996, been highlighting the fact that politicians, in a conspicuous manner, controlled most newspapers. Since then, other politicians, such as Laurent Gbagbo, founder and owner of Notre Voix, display their intentions publicly: Gbagbo told the management of a newspaper: “I have established this newspaper to ensure that all Ivorians, every day, know what I am thinking!”

A panellist highlighted that since the electoral crisis, a new generation has been turning towards less politicised newspapers but this new minority group has yet to gain ground.

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2	Country meets only a few aspects of indicator							✓		
3	Country meets some aspects of indicator									
4	Country meets most aspects of indicator									
5	Country meets all aspects of the indicator									

Average score:

1.1 (2009: 1.4)

4.7 Journalists and media houses have integrity and are not corrupt.

Corruption is a widespread practice in Ivorian media bodies. It takes different forms (blackmail, money, racketeering, lost files) and is at times, rather insidious. A panellist gave the example of a newspaper, which frequently labelled an advisor to the embassy of France slave trader and racist and by doing so, managed to make him leave his post. Said advisor had simply denied some travel visas!

“Services” rendered by corrupt journalists depend on the briber’s wallet or the victim’s. A panellist explained that when rich crooks needed poor ones, poor ones

were always at hand (in exchange for something),¹ which sums up the practice of accepting little bribes in exchange for publishing articles. Prices per 'service' known in these circles and increased from 3,000 CFA (about €5) to 10,000 CFA (about €15).

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	
2	Country meets only a few aspects of indicator						✓			✓
3	Country meets some aspects of indicator									
4	Country meets most aspects of indicator									
5	Country meets all aspects of the indicator									

Average score:

1.2 (2009: 1.4)

4.8 Salary levels and general working conditions for journalists and other media practitioners are adequate.

This aspect of the profession is, according to general opinion and the way a panellist put it, one of the profession's big blots. The average salary for a junior journalist presently ranges between 0 to 50,000 CFA (between 0 and €76). Those bearing degrees can expect anything from 100,000 CFA (about €152) upwards and the most senior ones earn 150,000 CFA (about €229). According to the panel, this salary scales neither in line with staff qualifications nor with the cost of living less with the law, even if the Collective Bargaining Agreement prescribes 140,000 CFA (about €213) for middle income brackets and 25,000 CFA (about €38) for transport allowance. Equipment media houses use are most often antiquated or simply non-existent.

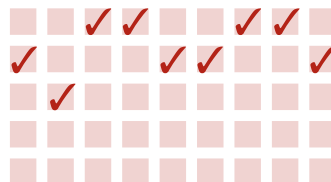
Certain panellists criticise the growing number of journalists without insurance, nor pension or social cover. They compare them with "workers who moonlight but work in broad daylight." While the FSDP (Press Support and Development Fund) has promised improved equipment (provision of computers and printers), those that are likely to benefit are probably those media workers employed by the main newspapers.

¹ "Petit argent, petit papier" (small money, small papers)

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

1.7 (2009: 2.3)

4.9 Media professionals have access to training facilities offering formal qualification programmes as well as opportunities to upgrade skills.

Côte d'Ivoire boasts a number of public training structures in the field of media. For basic training, the University of Abidjan offers a training course at CERCOM (Centre for Education and Research in Communication). There also is the Institute for Communication Sciences and Technologies (ISTC), established in 1992. Study fees make admittance unfortunately highly selective and vary between 700,000 to one million CFA per year (between €1,068 and €1,526). With regards to standards, the panellists believe that the number of hours for the classes per course does not allow for quality training.

They also believe that these institutes are poorly equipped and obsolete. The panellists worry about practical training. They are henceforth concerned about how these training courses respond to the media's current requirements, given that a significant aspect of the course focuses on communication sciences, which does not quite require the same qualifications.

Ongoing professional development is a problem the media faces since 1990. Back then, staff was sent to France for further training. The panellists label the state of professional development in the realm of media as rather dysfunctional. Reasons brought forward vary. Directors complain about limited staff capacity, it is becoming more and more difficult, if not plain impossible, to substitute staff that is away for training. Directors, therefore often impose the option of attending evening classes. In worse cases, staff cannot claim their job back at the end of their training.

Furthermore, some employers refuse to pay for these training courses, leaving their staff with this burden, even though the Collective Bargaining Agreement puts the onus to contribute towards ongoing professional development, on the companies. At times, the curriculum for ongoing training becomes a burden for professional development. The panellists further criticise 'quick fix' training

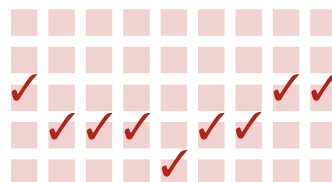
programmes proposed, by external partners, whom they qualify as incompetent, often suggest. They are as intensive as they are unrealistic from a pedagogical point of view and lack contextualisation.

A few initiatives aim to improve this situation. The UNJCI (Côte d'Ivoire National Union of Journalists) and the Atlantic University (l'Université de l'Atlantique) have signed an agreement to reduce registration fees. On the other hand, unions are discussing a formal partnership programme with ISTC.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

2.8 (2009: 3.9)

4.10 Journalists and other media practitioners are organised in trade unions and/or professional associations, which effectively represent their interests.

The UNJCI (Côte d'Ivoire National Union of Journalists) features among the first organisations that were established in order to defend the interests of journalists (in 1991). Since then, each segment of human resources in the media is represented – for the editors this is the GEPCI (Association of Newspaper Publishers of Côte d'Ivoire).

These organisations have repeatedly achieved notable advances for professionals in the field. It was the UNJCI, for example, which initiated the creation of a Code of Ethics for the journalistic profession and launched the Observatory for Press Freedom, Ethics and Deontology (OLPED) in 1995.

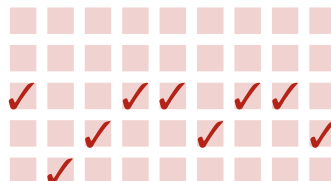
Ivorian media workers' unions are also represented. The most wellknown is the National Union of Private Press Employees in Côte d'Ivoire and, there are sector unions, such as the women journalists or geographical ones such as the local unions. At times, organizations are affiliated to a union.

The panel is of the opinion that these organisations, associations and unions are generally consulted when it comes to the State contemplating decisive issues. Internal unions of media bodies, however, struggle to make themselves heard sometimes and it remains difficult to set up a local union branch at a newspaper.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

3.6 (2009: 5.0)

Average score for sector 4:

2.5 (2009: 2.9)*

OVERALL COUNTRY SCORE:

2.9 (2009: 3.3)

* The indicators were reviewed, changed and shifted in 2008/2009. Therefore the scores of some indicators and sector scores are not comparable to scores of previous AMBs.

The way forward

1. What were the developments in the media environment in the few four years?

- Privatisation was announced. The State prepared and accepted this and it remains to be put into place.
- Allocating Funds for the Support and Development for the Media even if the total budget was adjusted downwards.
- The CNCA (National Council of Audiovisual Communication) changed its statute to HACA (High Authority on Audiovisual Communication). If the document did not undergo major amendments, the High Authority represents progress seeing that it will be in charge of the privatisation and the organisation of the workplace, whereby public service media owners will continue to be selected through calls for application. Unfortunately, given that it is not yet approved by parliament, this procedure is not yet compulsory.
- change of status of the CNP (National Press Council) to non-permanent membership.
- The Head of State, for the first time, summons the media to convey his New Year's greetings for 2012, which was perceived as a symbolical mark of consideration towards media professionals.
- the media benefits from tax and customs duty exemption for a period of three years.
- Strengthened support for media businesses is announced.
- The Fraternité Matin Group has acquired a high-performance rotary press.

2. What kind of activities are needed over the next few years?

- The State will call for a National General Media Assembly in May 2012.
- The State is to put the finishing touches on the privatisation, the HACA, associations and professional organisations.
- The Collective Bargaining Agreement is to be put into place.
- The General Assembly is to determine consensual criteria to ensure access/eligibility to the Funds for Support and Development.
- The General Assembly is to determine a status for local radio staff and private media correspondents.

The panel convened in Bassam from 14 to 15 April 2012.

Panellists:

Media:

1. Mr Assi Amédée ADON, Publisher
2. Mr Guillaume GBATO, Journalist
3. Mr Samba KONE, Journalist
4. Mr Moussa ZIO, Journalist

Civil Society:

5. Mr René BOURGOIN, Lawyer
6. Dr Jonathan GBEDE, Law Professor
7. Dr Patrick GOUAN, Civil Society Representative
8. Mrs. Namizata SANGARE, Gender Activist
9. Mrs. Kouao SOMBO, Lawyer

Rapporteur:

Mrs Aurélie ZANNIER-WAHENGO

Moderator:

Dr Ibrahima SANE

Friedrich-Ebert-Stiftung Côte d'Ivoire
08 B.P 312 Abidjan 08
Tél.: 00225 22 43 88 99
Fax: 00225 22 43 87 54
info@fes-cotedivoire.org
<http://www.fes-cotedivoire.org/>

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)
fesmedia Africa
Windhoek, Namibia
Tel: +264 61 237438, Fax: +264 61 237441
E-mail: info@fesmedia.org
www.fesmedia.org

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

fesmedia Africa

ISBN No. 978-99916- 874-7-6